

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 1999 — 3612

[C - 99/29293]

**12 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999
fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, notamment l'article 43, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, alinéa 2, § 5, modifiés par le décret du 1^{er} octobre 1998 et l'article 45, § 3, rétabli par le décret du 1^{er} octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement universitaire dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et règle générale

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « la loi » : la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, telle qu'elle a été modifiée;

2° « Le Ministre » : le Ministre qui a l'Enseignement universitaire dans ses attributions.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux institutions universitaires énumérées à l'article 25 de la loi.

Art. 3. § 1^{er}. Le budget des institutions universitaires comprend le budget des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration, social, de patrimoine non affecté et d'investissements immobiliers.

Les comptes des institutions universitaires comprennent les comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration, sociaux, de patrimoine non affecté, des programmes particuliers de recherche et de prestations pour tiers, pour ordre, et d'investissements immobiliers.

Le budget et les comptes sont établis par année civile, conformément à l'annexe I du présent arrêté.

§ 2. Le budget et les comptes sont subdivisés en sections :

1° Section I. — Le budget et les comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration comprennent les charges ci-avant nommées, définies à l'article 26, alinéa 1^{er} de la loi et les allocation et subvention allouées à ces fins par la Communauté française et l'Administration générale de la Coopération au Développement ainsi que les droits d'inscription complémentaires et autres produits éventuels visés à l'article 5, 1°, c) et d).

2° Section II. — Le budget et les comptes sociaux comprennent les produits et les charges afférents aux installations et services sociaux étudiants.

3° Section III. — Le budget et les comptes de patrimoine non affecté comprennent les produits appartenant en propre à l'institution universitaire sans affectation prédéterminée, en plus des droits d'inscription et d'examen, et les charges imputées à ces produits, y compris les charges d'enseignement, de recherche et d'administration qui ne répondraient pas à la définition de l'article 26, alinéa 1^{er} de la loi.

4° Section IV. — Les comptes des programmes particuliers de recherche et de prestations pour tiers comprennent les produits et les charges afférents :

— aux programmes particuliers de recherche confiés à l'institution universitaire et financés au moyen des produits prévus à ces fins dans cette section;

— à toutes les prestations rétribuées effectuées au profit de tiers par les services universitaires, à l'exception de celles reprises dans les autres sections.

5° Section V. — Les comptes pour ordre comprennent les produits de dons et legs dont l'affectation est prédéterminée et les charges afférentes à ces produits, ainsi que les produits et les charges non spécifiquement repris dans une autre section.

6° Section VI. — Le budget et les comptes d'investissements immobiliers comprennent les charges afférentes aux opérations de grand entretien et de constructions des bâtiments destinés à l'enseignement, la recherche et l'administration, et les subventions allouées à ces fins par la Communauté française.

Art. 4. La loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises sont applicables à la comptabilité des institutions universitaires, à l'exception des articles de la loi et de l'arrêté précités qui sont contraires aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Comptes de résultats*

Art. 5. Les produits d'exploitation de l'exercice comprennent :

1° pour le budget et les comptes de la section I :

a) l'allocation du Ministère de la Communauté française calculée conformément aux dispositions des articles 27, 28, 29, §§ 1^{er} et 2, 29bis, 30, 31, 32 et 48quater de la loi, faisant apparaître distinctement, s'il y a lieu, le supplément éventuel résultant de l'application de l'article 34 de la loi. Cette allocation est budgétée et comptabilisée sur base des droits constatés, c'est-à-dire sur base de l'allocation due pour les 12 mois de l'exercice concerné y compris la quote-part de cette allocation qui correspond à la couverture de la prime de programmation sociale;

b) la subvention allouée par l'Administration générale de la Coopération au Développement, en vertu de la loi jusque l'année 1999, et en vertu de la convention relative aux frais de formation entre l'Etat fédéral et le Conseil interuniversitaire de la Communauté française à partir de l'année 2000. Cette subvention est budgétée et comptabilisée sur base des droits constatés, c'est-à-dire sur base de la subvention due pour les 12 mois de l'exercice concerné;

c) les droits d'inscription complémentaires visés à l'article 27, § 4 de la loi. Ces droits complémentaires sont rattachés soit à l'exercice comptable de leur perception, soit à l'année académique à laquelle ils se rapportent, en fonction du mode de gestion de l'institution qui le précise dans ses règles d'évaluation annexées aux comptes;

d) les autres produits éventuels. Ceux-ci concernent les produits de l'exercice autres que ceux visés aux points a) à c) ci-dessus et qui sont générés par des charges imputées au budget et aux comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration, à l'exception de l'abattement arrêté royal 501 qui est déduit des charges.

2° pour le budget et les comptes de la section II :

a) la subvention du Ministère de la Communauté française calculée conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés;

b) toute autre subvention publique affectée au secteur social;

c) toute intervention privée affectée au secteur social;

d) les produits propres du secteur social.

3° pour le budget et les comptes de la section III :

a) les droits d'inscription et d'examens visés à l'article 39 de la loi, hors les droits complémentaires visés à l'article 27, § 4 de la même loi. Ces droits d'inscription et d'examens sont rattachés soit à l'exercice comptable de leur perception, soit à l'année académique à laquelle ils se rapportent, en fonction du mode de gestion de l'institution qui le précise dans ses règles d'évaluation annexées aux comptes;

b) les produits des biens immeubles du patrimoine;

c) la rubrique 3) non utilisée est laissée au libre choix des institutions universitaires;

d) les autres produits éventuels répondant à la définition visée à l'article 3, § 2, 3°.

4° pour les comptes de la section IV : les produits alloués par les pouvoirs publics internationaux, belges — dont la Communauté française — et par le secteur privé en faveur des opérations visées à l'article 3, § 2, 4°, 1^{er} tiret et tous produits alloués par des tiers en faveur des opérations visées à l'article 3, § 2, 4°, 2^e tiret.

Les subventions publiques reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles faisant l'objet d'amortissements selon les règles prévues à l'article 6, § 1^{er}, 7°, sont traitées comme des subsides en capital, c'est-à-dire qu'elles sont reprises en produits du résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations pour l'acquisition desquelles ces subventions sont allouées.

5° pour les comptes de la section V : le montant total des produits visés à l'article 3, § 2, 5°.

6° pour le budget et les comptes de la section VI : les subventions allouées par la Communauté française en faveur des opérations de grand entretien et/ou de constructions des bâtiments destinés à l'enseignement, la recherche et l'administration visées aux articles 29, § 3 et 45 de la loi, à l'article 21 du décret du 15 octobre 1991 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, par l'arrêté de l'Exécutif du 18 octobre 1991 portant répartition du crédit de 200 millions inscrit à l'article 60.57.A du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991, de l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 relatif aux investissements universitaires, ainsi que toutes subventions ultérieures qui seraient libérées aux mêmes fins par la Communauté française.

Pour les opérations de constructions et d'aménagements faisant l'objet d'amortissements selon les règles prévues à l'article 6, § 1^{er}, 7°, et non financées par emprunts, les subventions visées à l'alinéa 1^{er} sont traitées comme des subsides en capital, c'est-à-dire qu'elles sont reprises en produits du résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations pour la construction ou l'aménagement desquelles ces subventions sont allouées.

Pour les opérations de grand entretien et pour les opérations de constructions et d'aménagements ne faisant pas l'objet d'amortissements et non financées par emprunts, les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, également imputées en subsides en capital, sont reprises en produits du résultat au même rythme que l'avancement des travaux.

Pour les opérations de constructions et d'aménagements faisant l'objet d'amortissements selon les règles prévues à l'article 6, § 1^{er}, 7°, et financées par emprunts, les subventions visées à l'alinéa 1^{er} sont traitées comme des subsides en capital et en intérêts, c'est-à-dire qu'elles sont reprises en produits du résultat, d'une part en correspondance aux charges d'intérêts versées dans le cadre de l'emprunt, et d'autre part au même rythme que les amortissements des immobilisations pour la construction ou l'aménagement desquelles ces subventions sont allouées.

Pour les opérations de grand entretien et pour les opérations de constructions et d'aménagements ne faisant pas l'objet d'amortissements et financées par emprunts, les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, également imputées en subsides en capital pour la part non utilisée pour la couverture des charges d'intérêts, sont reprises en produits du résultat, d'une part en correspondance aux charges d'intérêts versées dans le cadre de l'emprunt, et d'autre part au même rythme que le remboursement du capital.

Les emprunts visés aux alinéas 4 et 5 ci-dessus sont imputés au passif du bilan en dettes à long terme. Ils sont transférés chaque année en dettes à un an au plus pour la quote-part de la dette échéant dans l'année. Le remboursement du capital détermine l'annulation de la dette échéant dans l'année au passif avec, en parallèle, une réduction correspondante des valeurs disponibles à l'actif.

7° à la rubrique 5), pour le budget des sections I, II, III et VI ainsi que pour les comptes des sections I à VI : les produits de transferts en provenance d'autres budgets ou comptes en contrepartie de charges éventuellement couvertes par le budget ou les comptes concerné(s) qui ont trait à ces autres budgets ou comptes.

8° à la rubrique 6), pour le budget et les comptes de la section I : les produits constitués par les remboursements éventuels d'autres institutions universitaires de charges encourues dans le cadre de conventions relatives à des programmes interuniversitaires.

Art. 6. § 1^{er}. Les charges d'exploitation comprennent :

1° pour le budget et les comptes de la section I, sous réserve de l'application de l'article 26 de la loi :

- a) les charges relatives au personnel académique;
- b) les charges relatives au personnel scientifique;
- c) les charges relatives au personnel administratif et technique;
- d) les charges de fonctionnement et d'équipements.

2° pour le budget et les comptes de la section II : les charges de personnel, de fonctionnement et d'équipements des installations et services sociaux étudiants ainsi que les aides octroyées aux étudiants par le secteur social.

3° pour le budget et les comptes de la section III : les charges de personnel académique, scientifique, administratif et technique ainsi que de fonctionnement et d'équipements qui ne ressortent pas des autres sections.

4° pour les comptes de la section IV : les charges de personnel, de fonctionnement et d'équipements imputées aux produits visés à l'article 5, 4°.

5° pour les comptes de la section V : le montant total des charges imputées aux produits visés à l'article 5, 5°.

6° pour le budget et les comptes de la section VI : les charges de grand entretien et de constructions des bâtiments destinés à l'enseignement, la recherche et l'administration imputables aux subventions visées à l'article 5, 6°.

7° pour le budget des sections I, II, III et VI et pour les comptes des sections I à VI :

- a) à la rubrique 5), les amortissements et les réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles (constructions; installations, machines et outillage; mobilier et matériel) à durée d'utilisation limitée, font l'objet d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation probable ou de leur durée d'utilité probable selon les taux normaux suivants :

- Biens immeubles par incorporation : 5 %;
- Installations, machines, outillage : 20 %;
- Mobilier et matériel : 10 %;
- Matériel roulant : 20 %;
- Matériel informatique : 33 %;
- Logiciels : 33 %;
- Constructions : 2 %;
- Aménagements : 5 %.

Le Conseil d'administration peut déroger aux taux normaux visés à l'alinéa 2 afin de tenir compte d'une autre durée d'utilisation ou d'utilité probable. Dans ce cas, les taux d'amortissements retenus sont précisés en annexe du budget et des comptes.

L'amortissement débute durant l'exercice au cours duquel les frais relatifs aux immobilisations sont comptabilisés.

Sont obligatoirement amortis :

— les biens immeubles par incorporation, les constructions et les aménagements visés à l'alinéa 2, d'une valeur supérieure à 1 000 000 francs;

— les installations, machines, outillage, le mobilier et matériel, le matériel roulant, le matériel informatique et les logiciels visés à l'alinéa 2, d'une valeur supérieure à 2 500 000 francs.

Sont imputées directement en charges de fonctionnement et d'équipements durant l'exercice au cours duquel ces frais sont comptabilisés les immobilisations dont le bailleur de fonds impose l'imputation du montant total de la charge au cours de l'année d'attribution du subside.

Les biens non amortis ne figurant pas au bilan font l'objet d'un inventaire succinct joint en annexe des comptes.

Les immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée de vie n'est pas limitée ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-values ou de dépréciation durables;

- b) à la rubrique 6), les réductions de valeur et les reprises de réductions de valeur sur créances commerciales.

Les reprises sont déduites des charges d'exploitation;

- c) à la rubrique 7), les provisions pour risques et charges.

Les prélèvements sur provisions constituées lors des exercices antérieurs sont imputés en utilisations.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs font l'objet de reprises si elles sont devenues sans objet.

Les utilisations et reprises sont déduites des charges d'exploitation;

d) à la rubrique 8), les charges de transferts constituées par les transferts de produits du budget ou des comptes concerné(s) vers d'autres budgets ou comptes en contrepartie de charges éventuellement couvertes par ces autres budgets ou comptes et qui ont trait au budget ou aux comptes concerné(s).

Pour le budget et les comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration, les transferts susvisés sont limités à la couverture de charges éventuellement couvertes par les autres budgets ou comptes qui répondent à la définition visée à l'article 26, alinéa 1^{er}, de la loi et sont conformes aux lois, arrêtés et règlements applicables aux institutions universitaires.

Le total des produits et des charges de transferts des différents budgets et des différents comptes doivent correspondre globalement.

8° à la rubrique 9), pour le budget et les comptes de la section I: les charges constituées par les remboursements éventuels à d'autres institutions universitaires de produits obtenus dans le cadre de conventions relatives à des programmes interuniversitaires.

§ 2. Les charges de personnel relatives aux points 1° à 5° du § 1^{er} comprennent les rémunérations dont le versement est reporté au 1^{er} du mois qui suit l'exercice auquel elles se rapportent ainsi que les allocations de fin d'année et les provisions pour les pécules de vacances promérités.

§ 3. N'est pas requise, l'imputation de provisions pour risques et charges dans les cas où ces dernières sont exclues par le bailleur de fonds.

Art. 7. Pour chacun des budgets et comptes, le résultat comprend :

1° le résultat d'exploitation de l'exercice constitué de la différence entre les produits et les charges visés aux articles 5 et 6;

2° le résultat de l'exercice après produits et charges financiers, c'est-à-dire :

a) après les produits financiers générés par les produits du budget ou des comptes concerné(s);

b) après les charges financières générées par des emprunts et par des contrats de location-financement ou des contrats similaires relatifs à des immobilisations corporelles, et après les dotations aux réductions de valeur et les reprises de réductions de valeur sur les créances autres que commerciales, les placements de trésorerie et les valeurs disponibles.

Les produits et les charges financiers visés aux points a) et b) ci-dessus sont imputés au budget et aux comptes de résultat du patrimoine non affecté, à l'exception :

— des produits financiers générés par les excédents éventuels des subventions allouées par la Communauté française en faveur des opérations de grand entretien et/ou de constructions des bâtiments destinés à l'enseignement, la recherche et l'administration qui sont imputés au budget et aux comptes de la section VI correspondant à l'affectation des dites subventions;

— des charges financières liées aux opérations de grand entretien et de constructions des immeubles du secteur social qui sont imputées au budget et aux comptes sociaux;

— des charges financières liées aux opérations de grand entretien et de constructions des immeubles affectés à l'enseignement, la recherche et l'administration qui sont imputées au budget et aux comptes d'investissements immobiliers.

Les reprises de réductions de valeur sont déduites des charges financières;

3° le résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels, c'est-à-dire :

a) les reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles, les reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières (participations, actions et parts);

b) les dotations exceptionnelles aux amortissements et aux réductions de valeur d'immobilisations incorporelles et corporelles, les dotations aux réductions de valeur des immobilisations financières.

4° le résultat avant affectations, compte tenu :

a) du résultat de l'exercice. Ce résultat correspond au résultat après produits et charges exceptionnels visé au 3°;

b) du résultat reporté à la fin de l'exercice précédent, soit :

— évalué à la fin de l'exercice précédent pour l'établissement du budget initial;

— disponible à la fin de l'exercice précédent pour l'établissement du budget ajusté et des comptes;

5° le résultat après affectations aux réserves affectées éventuellement constituées sur base d'une décision du Conseil d'administration.

Les prélèvements sur les réserves visées ci-dessus sont imputés en utilisations

(-). Ces réserves font l'objet de reprises (-) si elles sont devenues sans objet.

Art. 8. Le budget et les comptes de la section I font état du rapport existant entre les charges de personnel et les produits de l'exercice comparé à la limite maximale de 80 % fixée à l'article 40, § 3, de la loi en matière d'affectation des produits de l'exercice en faveur des charges de personnel.

Les charges de personnel visées à l'alinéa 1^{er} comprennent :

1° les charges de personnel académique, scientifique, administratif et technique visées à l'article 6, § 1^{er}, 1°, a), b) et c);

2° les dotations aux provisions, opérées conformément à l'article 6, § 1^{er}, 7°, qui concernent le personnel.

Elles sont considérées après les produits et les charges de transferts en provenance ou vers les différents budgets et les différents comptes et après 80 % des produits et des charges en provenance ou vers d'autres institutions visés à l'article 5, 7° et 8° et à l'article 6, § 1^{er}, 7° et 8°, qui concernent le personnel.

CHAPITRE III. — *Bilan*

Art. 9. Les comptes annuels incluent un bilan global relatif aux comptes des sections I à VI, établi en référence au plan comptable minimum normalisé.

Le plan comptable minimum dont question à l'alinéa 1^{er} est également applicable aux comptes de résultats.

Les comptes annuels font ressortir au minimum le schéma de bilan repris en annexe du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses applicables au budget et aux comptes*

Art. 10. Le budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport synthétique établi par les autorités universitaires. Ce rapport fait état :

1° des facteurs déterminant les produits et les charges;

2° des facteurs déterminant les évolutions des produits et des charges au regard :

a) du budget de l'exercice précédent s'il s'agit du rapport sur le budget initial;

b) du budget initial de l'exercice s'il s'agit du rapport sur le budget ajusté;

c) du budget ajusté de l'exercice et des comptes de l'exercice précédent s'il s'agit du rapport sur les comptes;

3° des options principales adoptées par le Conseil d'administration de l'institution, pour l'exercice concerné;

4° des motifs de transferts opérés en provenance ou vers les différents budgets et les différents comptes et d'imputations de produits et de charges en provenance ou vers d'autres institutions, dont question à l'article 5, 7° et 8°, et à l'article 6, § 1^{er}, 7° et 8°;

5° des opérations réalisées en vertu des articles 6 et 7 en ce qui concerne les amortissements, les réductions de valeur, les provisions et les réserves, et en ce qui concerne les plus-values de réévaluation. A ce titre, les institutions annexent à leur budget et comptes, le tableau détaillant ces opérations selon le modèle repris à l'annexe I du présent arrêté;

6° de la situation financière et de la trésorerie ainsi que de l'évolution de la dette.

Art. 11. Le budget présente le cadre du personnel mis à charge de ce budget, les comptes présentent les effectifs au terme de l'exercice mis à charge de ces comptes. Ces données sont établies conformément au modèle repris à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 12. L'approbation par le Ministre du budget et des comptes de la section I, auxquels sont joints les budgets des sections II, III, VI et les comptes des sections II à VI, implique l'approbation des transferts ainsi que des produits et des charges visés à l'article 5, 7° et 8°, et à l'article 6, § 1^{er}, 7° et 8°.

Art. 13. Les augmentations ou réductions des produits et des charges prévus au budget initial font l'objet d'un budget ajusté.

Le budget ajusté est transmis au Ministre au plus tard en même temps que les propositions initiales pour l'année suivante. Il est approuvé dans les deux mois qui suivent sa réception.

Art. 14. Les institutions universitaires établissent, à l'attention du commissaire et des délégués visés à l'article 15, un état de l'exécution de leurs prévisions budgétaires en même temps qu'elles établissent le budget ajusté visé à l'article 13.

Art. 15. Le budget et les comptes des institutions universitaires sont transmis au Ministre, par l'intermédiaire du commissaire ou du délégué du Gouvernement.

Le budget et les comptes sont accompagnés des remarques et considérations du commissaire ou délégué du Gouvernement ainsi que de celles de l'inspecteur des finances, délégué du Ministre ayant le budget dans ses attributions. Le commissaire et les délégués précités donnent leur avis dans le cadre de l'approbation du budget visée à l'article 43, § 1^{er} de la loi, et dans le cadre de l'approbation des comptes visée à l'article 43, § 2 de la loi.

Art. 16. Le Conseil d'administration de chaque institution détermine les règles qui, dans le respect des dispositions du présent arrêté, mais compte tenu de ses caractéristiques propres, président à l'élaboration des comptes de résultats et du bilan, notamment en ce qui concerne les évaluations des éléments du bilan, les constitutions et ajustements d'amortissements, les réductions de valeur et provisions pour risques et charges ainsi que les réévaluations.

Ces règles sont communiquées au commissaire et aux délégués visés à l'article 15.

Art. 17. Les comptes des hôpitaux universitaires sont transmis au Gouvernement à l'appui des comptes visés à l'article 3, § 1^{er}, sauf dans les cas où ces hôpitaux disposent d'une personnalité juridique distincte de celle de l'université et ce pour autant qu'un décret ou un arrêté du Gouvernement ne prévoit pas expressément que ces comptes doivent être transmis au Gouvernement. Ils sont transmis dans la forme prévue par la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987 et par l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux. Ils constituent une section VII.

Art. 18. Chaque année, les institutions universitaires transmettent au Ministre, par l'intermédiaire du commissaire ou délégué du Gouvernement visé à l'article 15, à l'appui des comptes, l'inventaire des constructions destinées à l'enseignement, la recherche et l'administration. Cet inventaire mentionne pour chacun des bâtiments précités, son affectation, sa surface et sa valeur de remplacement. Cette dernière est estimée à 50.000 francs par mètre carré pour les constructions affectées à l'administration ou à l'enseignement et à la recherche relevant des orientations d'études A et E. Elle est estimée à 60.000 francs par mètre carré pour les constructions affectées à l'enseignement et à la recherche relevant des orientations B, C, D et S. Chaque année, à partir du 1^{er} janvier 1999, les montants de 50.000 francs et de 60.000 francs précités sont indexés en fonction du rapport entre l'indice ABEX des prix à la construction de janvier de l'exercice concerné et l'indice ABEX des prix à la construction de janvier 1998.

Le Gouvernement peut, après avis consultatif unanime et collégial des recteurs des institutions universitaires, modifier la valeur de remplacement précitée.

Art. 19. Les institutions universitaires qui le souhaitent peuvent présenter un budget et un compte de résultat global pour les budgets et les comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration et de patrimoine non affecté. Dans ce cas :

1° les produits visés à l'article 5, 1°, *a)*, *b)* et *c)* et 3°, *a)*, *b)* et *c)* sont présentés dans des rubriques 1.I), 2.I), 3.I), 1.III), 2.III), 3.III);

2° les autres produits visés à l'article 5, 1°, *d)* et 3°, *d)* sont présentés en une rubrique unique 4);

3° les charges et le résultat sont présentés globalement en fonction des rubriques qui figurent au tableau des comptes de résultat des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 20. § 1^{er}. Pour l'élaboration du 1^{er} bilan en fonction de la date retenue en vertu de l'article 24, les immobilisations déjà acquises avant cette date seront valorisées comme si les règles d'amortissements visées à l'article 6, § 1^{er}, 7°, avaient été appliquées depuis l'exercice correspondant à leur acquisition. En parallèle, elles feront l'objet d'une inscription au passif du bilan d'une « réserve pour amortissements des immobilisations acquises avant la date d'élaboration du 1^{er} bilan ». Durant les exercices suivants, cette réserve ne pourra faire l'objet de dotations mais uniquement d'utilisations jusqu'à épuisement, afin de poursuivre l'amortissement de ces immobilisations avec imputation correspondante de dotations pour amortissements aux comptes de résultat. A ce titre, les institutions universitaires tiendront à disposition du commissaire et des délégués visés à l'article 15, un plan d'amortissement pour chacun des éléments concernés par ladite réserve.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, dans le cas d'immobilisations acquises au moyen d'emprunts avant la date d'élaboration du 1^{er} bilan, les dotations aux amortissements opérées correspondront aux remboursements desdits emprunts.

§ 2. Pour l'élaboration du 1^{er} bilan en fonction de la date retenue en vertu de l'article 24, à titre exceptionnel, de manière à absorber la perte momentanée qui découlera de l'application des nouvelles règles instaurées par le présent arrêté, les institutions universitaires sont autorisées à réévaluer des immobilisations corporelles déjà acquises avant la date d'élaboration du 1^{er} bilan, sur base d'une expertise générale de ces immobilisations. Dans les cas où les réévaluations portent sur des immobilisations faisant l'objet d'amortissements, « une réserve pour amortissements des immobilisations réévaluées lors de l'élaboration du 1^{er} bilan » est inscrite au passif du bilan selon des règles identiques à celles qui sont prévues pour la réserve visée au § 1^{er}.

Art. 21. Pour le premier exercice durant lequel les institutions universitaires appliquent les dispositions nouvelles du présent arrêté en matière d'imputations budgétaires et comptables, conformément à l'article 24, celles-ci ajoutent à leur budget et comptes, à titre de comparaison, les tableaux de résultats repris à l'annexe I du présent arrêté, hors les règles nouvelles précitées appliquées en vertu du présent arrêté. Elles commentent en outre dans le rapport visé à l'article 10, en les chiffrant, les principaux motifs des écarts constatés. Ces écarts ne seront pas considérés pour l'approbation du budget et des comptes visée à l'article 43, § 1^{er} et § 2 de la loi.

Art. 22. Aucune prestation au profit de tiers y compris la mise à leur disposition de locaux, matériel ou services n'est permise sans autorisation de l'organe de gestion compétent de l'institution. Cet organe établit les règles suivant lesquelles ces prestations sont rétribuées.

Art. 23. L'arrêté royal du 15 décembre 1977 fixant les règles complémentaires d'établissement et de présentation du budget et des comptes des institutions universitaires et l'arrêté royal du 8 avril 1976 fixant les éléments constitutifs des recettes et des dépenses du patrimoine des institutions universitaires modifié par les arrêtés royaux des 20 février 1978, 3 août 1982 et 5 juin 1987 sont abrogés.

Art. 24. Le présent arrêté porte ses effets le 1^{er} janvier 1999, à l'exception des dispositions nouvelles de cet arrêté en matière d'imputations budgétaires et comptables par rapport à celles qui étaient appliquées antérieurement par les institutions universitaires et plus particulièrement l'article 4, l'article 5, 4°, alinéa 2, l'article 5, 6°, alinéas 2, 4 et 6, l'article 6, § 1^{er}, 7°, hors ce qui concerne les charges de transferts, l'article 6, § 2 et § 3, l'article 7, 2°, *b)*, en ce qui concerne les réductions de valeur, l'article 7, 3°, en ce qui concerne les amortissements et réductions de valeur, l'article 9, qui entrent en vigueur, dans leur ensemble, au choix des institutions universitaires, entre le 1^{er} janvier 1999 et le 1^{er} janvier 2002.

Art. 25. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 avril 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
W. ANCION

ANNEXE I^{er}

INSTITUTION :

BUDGET ET COMPTES DE L'EXERCICE

INSTITUTION :			
EXERCICE : BUDGET ET COMPTES DES CHARGES ORDINAIRES D'ENSEIGNEMENT, DE RECHERCHE ET D'ADMINISTRATION			
	Budget initial	Budget ajusté	Comptes
A. PRODUITS			
1) Allocation Ministère de la Communauté française			
2) Subvention de l'Administration générale de la Coopération au Développement			
Total allocation et subvention (1+2)			
3) Droits complémentaires d'inscription			
4) Autres produits			
5) Produits de transferts (autres budgets ou comptes)			
6) Produits en provenance d'autres institutions			
Total produits (1 à 6)			
B. CHARGES			
1) Personnel académique Rémunérations et avantages sociaux directs Cotisations patronales légales d'assurances sociales Autres frais			
2) Personnel scientifique Rémunérations et avantages sociaux directs Cotisations patronales légales d'assurances sociales Autres frais			
Total Personnel académique et scientifique (1+2)			
3) Personnel administratif et technique Rémunérations et avantages sociaux directs Cotisations patronales légales d'assurances sociales Autres frais			
Total Personnel (1 à 3)			
4) Fonctionnement et équipements Achats de biens durables non amortis (installations, machines et outillage, mobilier et matériel roulant) Frais liés aux biens immeubles Services et biens divers Autres frais de fonctionnement			
5) Amortissements et réductions de valeur (immob. incorporelles, corporelles)			
6) Réductions de valeur (créances commerciales) (dotations-reprises)			
7) Provisions pour risques et charges (dotations - utilisations - reprises)			
8) Charges de transferts (autres budgets ou comptes)			
9) Charges envers d'autres institutions			
Total charges (1 à 9)			

(*) Dont complément art. 34 pour :

.....

	Budget initial	Budget ajusté	Comptes
C. RESULTAT			
1) Résultat d'exploitation de l'exercice (Recettes 1 à 6 - charges 1 à 9)			
Produits et charges financiers			
a) Produits financiers			
b) Charges financières			
2) Résultat de l'exercice après produits et charges financiers (1 + a - b)			
Produits et charges exceptionnels			
a) Produits exceptionnels			
b) Charges exceptionnelles			
3) a) Résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels (2 + a - b)			
b) Résultat reporté de l'exercice précédent			
4) Résultat avant affectations (3a + 3b)			
Affectations en réserves affectées (dotations - utilisations - reprises)			
5) Résultat après affectations (4 - affectations)			

	Budget initial	Budget ajusté	Comptes
Rapport en % entre charges de personnel et produits de l'exercice (Charges 1 à 3 + quotes-parts des charges B7 qui concernent le personnel) / Produits 1 à 4 (y compris charges B 8 & 9 et produits A 5 & 6 qui concernent le personnel)			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCION

INSTITUTION :				
EXERCICE : BUDGET ET COMPTES SOCIAUX				
		Budget initial	Budget ajusté	Comptes
A.	PRODUITS			
1)	Subvention du Ministère de la Communauté française			
2)	Autres subventions publiques affectées au secteur social			
	Total allocation et subventions d'origine publique (1+2)			
3)	Interventions privées affectées au secteur social			
4)	Produits provenant du secteur social			
	Logements étudiants			
	Restaurants			
	Autres			
5)	Produits de transferts (autres budgets ou comptes) (*)			
	Total produits (1 à 5)			
B.	CHARGES			
1)	Personnel			
	Logements étudiants			
	Restaurants			
	Autres frais de personnel			
2)	Fonctionnement et équipements			
	Logements étudiants			
	Restaurants			
	Autres frais de fonctionnement et d'équipements			
3)	Aides aux étudiants			
4)				
5)	Amortissements et réductions de valeur (immob. incorporelles, corporelles)			
6)	Réductions de valeur (créances commerciales) (dotations-reprises)			
7)	Provisions pour risques et charges (dotations - utilisations - reprises)			
8)	Charges de transferts (autres budgets ou comptes)			
	Total charges (1 à 8)			
C.	RESULTAT			
1)	Résultat d'exploitation de l'exercice (Recettes 1 à 5 - charges 1 à 8)			
	Produits et charges financiers			
	a) Produits financiers			
	b) Charges financières			
2)	Résultat de l'exercice après produits et charges financiers (1 + a - b)			
	Produits et charges exceptionnels			
	a) Produits exceptionnels			
	b) Charges exceptionnelles			
3)	a) Résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels (2 + a - b)			
	b) Résultat reporté de l'exercice précédent			
4)	Résultat avant affectations (3a + 3b)			
	Affectations en réserves affectées (dotations - utilisations - reprises)			
5)	Résultat après affectations (4 - affectations)			

(*) dont droits d'inscription affectés au secteur social

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
W. ANCIEN

INSTITUTION :				
EXERCICE : BUDGET ET COMPTES DE PATRIMOINE NON AFFECTE				
		Budget initial	Budget ajusté	Comptes
A.	PRODUITS			
1)	Droits d'inscription et d'examens			
2)	Produits des biens immeubles du patrimoine			
3)				
4)	Autres produits			
5)	Produits de transferts (autres budgets ou comptes)			
	Total produits (1 à 5)			
B.	CHARGES			
1)	Personnel académique			
2)	Personnel scientifique			
3)	Personnel administratif et technique			
4)	Fonctionnement et équipements			
5)	Amortissements et réductions de valeur (immob. incorporelles, corporelles)			
6)	Réductions de valeur (créances commerciales) (dotations-reprises)			
7)	Provisions pour risques et charges (dotations - utilisations - reprises)			
8)	Charges de transferts (autres budgets ou comptes)			
	Total charges (1 à 8)			
C.	RESULTAT			
1)	Résultat d'exploitation de l'exercice (Recettes 1 à 5 - charges 1 à 8)			
	Produits et charges financiers			
	a) Produits financiers			
	b) Charges financières			
2)	Résultat de l'exercice après produits et charges financiers (1 + a - b)			
	Produits et charges exceptionnels			
	a) Produits exceptionnels			
	b) Charges exceptionnelles			
3)	a) Résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels (2 + a - b)			
	b) Résultat reporté de l'exercice précédent			
4)	Résultat avant affectations (3a + 3b)			
	Affectations aux réserves affectées (dotations - utilisations - reprises)			
5)	Résultat après affectations (4 - affectations)			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
W. ANCIEN

INSTITUTION :	
EXERCICE : COMPTES DES PROGRAMMES PARTICULIERS DE RECHERCHE ET DE PRESTATIONS POUR TIERS	
	Comptes
A. PRODUITS	
<ul style="list-style-type: none"> a) Produits des programmes particuliers de recherche <ul style="list-style-type: none"> 1) Produits publics internationaux <ul style="list-style-type: none"> a) Produits publics européens b) Produits publics autres 2) Produits publics belges <ul style="list-style-type: none"> a) fédéraux <ul style="list-style-type: none"> Politique scientifique (Services scientifiques, techniques et culturels-SSTC) Coopération au Développement Agriculture Affaires économiques Santé publique Autres b) communautaires et régionaux <ul style="list-style-type: none"> b.1) Communauté française <ul style="list-style-type: none"> Fonds national de la Recherche scientifique (FNRS-subvention légale) Fonds national de la Recherche scientifique (FNRS-plan d'expansion) Fonds de la Recherche scientifique médicale (FRSM) Institut universitaire des Sciences nucléaires (IISN) Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture (FRIA) Actions de recherche concertées (ARC) Fonds de la Recherche fondamentale collective (FRFC-initiatives chercheurs) Fonds de la Recherche fondamentale collective (FRFC-initiatives ministérielles) Fonds spéciaux pour la recherche (FSR) Autres b.2) Commission communautaire française (COCOF) b.3) Région wallonne <ul style="list-style-type: none"> Aides aux universités Programmes FIRST (Formation et Impulsion à la Recherche Scientifique et Technologique) Sous-traitances des universités dans le cadre de conventions Région/entreprises Autres b.4) Région bruxelloise b.5) Autres c) provinciaux et communaux d) autres 	

		Comptes
3)	Subsides en capital	
3.1)	Produits publics internationaux	
a)	Produits publics européens	
b)	Produits publics autres	
3.2)	Produits publics belges	
a)	fédéraux	
	Politique scientifique (Services scientifiques, techniques et culturels-SSTC)	
	Coopération au Développement	
	Agriculture	
	Affaires économiques	
	Santé publique	
	Autres	
b)	communautaires et régionaux	
b.1)	Communauté française	
	Fonds national de la Recherche scientifique (FNRS-subvention légale)	
	Fonds national de la Recherche scientifique (FNRS-plan d'expansion)	
	Fonds de la Recherche scientifique médicale (FRSM)	
	Institut universitaire des Sciences nucléaires (IISN)	
	Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture (FRIA)	
	Actions de recherche concertées (ARC)	
	Fonds de la Recherche fondamentale collective (FRFC-initiatives chercheurs)	
	Fonds de la Recherche fondamentale collective (FRFC-initiatives ministérielles)	
	Fonds spéciaux pour la recherche (FSR)	
	Autres	
b.2)	Commission communautaire française (COCOF)	
b.3)	Région wallonne	
	Aides aux universités	
	Programmes FIRST (Formation et Impulsion à la Recherche Scientifique et Technologique)	
	Sous-traitances des universités dans le cadre de conventions Région/entreprises	
	Autres	
b.4)	Région bruxelloise	
b.5)	Autres	
c)	provinciaux et communaux	
d)	autres	
4)	Produits privés	
a)	extérieurs	
b)	propres (brevets, licences...)	
b)	Produits de prestations pour tiers	
a et b)	5) Produits de transferts (autres budgets ou comptes)	
Total produits (1 à 5)		

		Comptes
B.	CHARGES	
1)	Personnel	
2)	Fonctionnement et équipements	
3)		
4)		
5)	Amortissements et réductions de valeur (immob. incorporelles, corporelles)	
6)	Réductions de valeur (créances commerciales) (dotations-reprises)	
7)	Provisions pour risques et charges (dotations - utilisations - reprises)	
8)	Charges de transferts (autres budgets ou comptes)	
Total charges (1 à 8)		
C.	RESULTAT	
1)	Résultat d'exploitation de l'exercice (Recettes 1 à 5 - charges 1 à 8)	
	Produits et charges financiers	
	a) Produits financiers	
	b) Charges financières	
2)	Résultat de l'exercice après produits et charges financiers (1 + a - b)	
	Produits et charges exceptionnels	
	a) Produits exceptionnels	
	b) Charges exceptionnelles	
3)	a) Résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels (2 + a - b)	
	b) Résultat reporté de l'exercice précédent	
4)	Résultat avant affectations (3a + 3b)	
	Affectations aux réserves affectées (dotations - utilisations - reprises)	
5)	Résultat après affectations (4 - affectations)	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCIEN

INSTITUTION :		
EXERCICE : COMPTES POUR ORDRE		
		Comptes
A.	PRODUITS	
1)	Dons et legs affectés	
2)	Produits non spécifiquement repris dans une autre section	
3)		
4)		
5)	Produits de transferts (autres budgets ou comptes)	
	Total produits (1 à 5)	
B.	CHARGES	
1)	Utilisation des dons et legs	
2)	Utilisation des produits non spécifiquement repris dans une autre section	
3)		
4)		
5)	Amortissements et réductions de valeur (immob. incorporelles, corporelles)	
6)	Réductions de valeur (créances commerciales) (dotations-reprises)	
7)	Provisions pour risques et charges (dotations - utilisations - reprises)	
8)	Charges de transferts (autres budgets ou comptes)	
	Total charges (1 à 8)	
C.	RESULTAT	
1)	Résultat d'exploitation de l'exercice (Recettes 1 à 5 - charges 1 à 8)	
	Produits et charges financiers	
	a) Produits financiers	
	b) Charges financières	
2)	Résultat de l'exercice après produits et charges financiers (1 + a - b)	
	Produits et charges exceptionnels	
	a) Produits exceptionnels	
	b) Charges exceptionnelles	
3)	a) Résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels (2 + a - b)	
	b) Résultat reporté de l'exercice précédent	
4)	Résultat avant affectations (3a + 3b)	
	Affectations aux réserves affectées (dotations - utilisations - reprises)	
5)	Résultat après affectations (4 - affectations)	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
W. ANCIEN

INSTITUTION :				
EXERCICE : BUDGET ET COMPTES D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS (Bâtiments destinés à l'enseignement, la recherche et l'administration)				
		Budget initial	Budget ajusté	Comptes
A.	PRODUITS			
1)	Subventions du Ministère de la Communauté française pour constructions a) Décret 15/10/1991 et Arrêté Exécutif 18/11/1991 b) Autres			
2)	Subventions du Ministère de la Communauté française pour grand entretien a) Décret 15/10/1991 et Arrêtés Exécutif 18/10/1991 et 18/11/1991 b) art. 29, § 3 et 45 loi 27/07/1971 c) Autres			
3)	Subsides en capital Subventions du Ministère de la Communauté française pour constructions a) Décret 15/10/1991 et Arrêté Exécutif 18/11/1991 b) Autres Subventions du Ministère de la Communauté française pour grand entretien a) Décret 15/10/1991 et Arrêtés Exécutif 18/10/1991 et 18/11/1991 b) art. 29, § 3 et 45 loi 27/07/1971 c) Autres			
4)	Autres produits			
5)	Produits de transferts (autres budgets ou comptes)			
	Total produits (1 à 5)			
B.	CHARGES			
1)	Charges de constructions non amorties			
2)	Charges de grand entretien non amorties			
3)				
4)	Autres charges			
5)	Amortissements et réductions de valeur (immob. corporelles) a) Constructions b) Grand entretien			
6)	Réductions de valeur (créances commerciales) (dotations-reprises)			
7)	Provisions pour risques et charges (dotations - utilisations - reprises) a) Constructions b) Grand entretien			
8)	Charges de transferts (autres budgets ou comptes)			
	Total charges (1 à 8)			

	Budget initial	Budget ajusté	Comptes
C. RESULTAT			
1) Résultat d'exploitation de l'exercice (Recettes 1 à 5 - charges 1 à 8)			
Produits et charges financiers			
a) Produits financiers			
b) Charges financières			
2) Résultat de l'exercice après produits et charges financiers (1 + a - b)			
Produits et charges exceptionnels			
a) Produits exceptionnels			
b) Charges exceptionnelles			
3) a) Résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels (2 + a - b)			
b) Résultat reporté de l'exercice précédent			
4) Résultat avant affectations (3a + 3b)			
Affectations aux réserves affectées (dotations - utilisations - reprises)			
a) Constructions			
b) Grand entretien			
5) Résultat après affectations (4 - affectations)			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCION

INSTITUTION :	
EXERCICE : BILAN	
(Comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration, sociaux, de patrimoine non affecté, des programmes particuliers de recherche et de prestations pour tiers, pour ordre, et d'investissements immobiliers)	
ACTIF	
ACTIFS IMMOBILISES	
I. Frais d'établissement	.....
II. Immobilisations incorporelles	.....
III. Immobilisations corporelles	.....
A. Terrains	.....
Constructions	.....
affectées à l'enseignement, la recherche et l'administration	.....
affectées à des fins sociales	.....
affectées à des fins autres	.....
B. Installations, machines et outillage	.....
C. Mobilier et matériel roulant	.....
D. Immobilisations détenues en location - financement et droits similaires	.....
E. Autres immobilisations corporelles	.....
F. Immobilisations corporelles en cours et acomptes versés	.....
IV. Immobilisations financières	.....
A & B. Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	.....
Participations	.....
Créances	.....
C. Autres immobilisations financières	.....
Actions et parts	.....
Créances et cautionnement en numéraire	.....
ACTIFS CIRCULANTS	
V. Créances à plus d'un an	.....
A. Créances commerciales	.....
B. Autres créances	.....
VI. Stocks	.....
VII. Créances à un an au plus	.....
A. Créances commerciales	.....
B. Autres créances	.....
VIII. Placements de trésorerie	.....
IX. Valeurs disponibles	.....
X. Comptes de régularisation	.....
TOTAL DE L'ACTIF	.....
PASSIF	
CAPITAUX PROPRES	
I. Capital	.....
III. Plus-values de réévaluation	.....
Plus-values de réévaluation sur immobilisations corporelles	.....
Plus-values de réévaluation sur immobilisations financières	.....
Reprises de réduction de valeur sur placements de trésorerie	.....
IV. Réserves	.....
V. Bénéfice reporté (Perte reportée -)	.....
VI. Subsidés en capital	.....

PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES		
VII	Provisions pour risques et charges	.....
A.	Provisions pour risques et charges	.....
	Pensions et obligations similaires	.....
	Charges fiscales	.....
	Grosses réparations et gros entretien	.....
	Autres risques et charges	.....
B.	Impôts différés	.....
DETTES		
VIII.	Dettes à plus d'un an	.....
A.	Dettes financières	.....
	Dettes de location - financement et assimilées	.....
	Etablissements de crédit	.....
	Autres emprunts	.....
B.	Dettes commerciales	.....
C.	Acomptes reçus	.....
D.	Autres dettes à plus d'un an	.....
IX.	Dettes à un an au plus	.....
A.	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	.....
B.	Dettes financières	.....
	Etablissements de crédit	.....
	Autres emprunts	.....
C.	Dettes commerciales	.....
D.	Acomptes reçus	.....
E.	Dettes fiscales, salariales et sociales	.....
	Impôts et taxes	.....
	Rémunérations et charges sociales	.....
F.	Autres dettes à un an au plus	.....
X.	Comptes de régularisation	.....
TOTAL DU PASSIF		.....

Détails du Bilan des comptes	des Charges ordinaires	Sociaux	de PNA	des PPR et des PPT			pour ordre	d'Invest. immob. (*)
				Com. franç.	Rég. Wal.	Autres		
Réserves affectées								
Subsides en capital								
Provisions								

(*) avec détail constructions et grand entretien

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCION

Institution :
Budget (ou Comptes) de l'exercice

DETAIL DES OPERATIONS REALISEES EN CE QUI CONCERNE LES AMORTISSEMENTS, LES REDUCTIONS DE VALEUR, LES PROVISIONS, LES RESERVES							
	des Charges ordinaires	Sociaux	de Patrimoine non affecté	des Program- mes particu- liers de recher- che et de Prestations pour tiers	pour Ordre	d'Investisse- ments immobi- liers	
Charges							
Dotations aux amortissements et aux réductions de valeur (immobilisations incorporelles, corporelles)							(*1)
Réductions de valeur (créances commerciales)							(*2)
Dotations (+)							
Reprises (-)							
Provisions pour risques et charges							
Dotations (+)							
Utilisations (-)							
Reprises (-)							
Charges financières							
Réductions de valeur (créances autres que commerciales, placements de trésorerie, valeurs disponibles)							
Dotations (+)							
Reprises (-)							
Produits exceptionnels							

Reprises d'amortissements et de réductions de valeur (immobilisations incorporelles et corporelles)							
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières							
Autres produits exceptionnels							(*3)
Charges exceptionnelles							
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux réductions de valeur (immob. incorporelles et corporelles)							(*4)
Dotations aux réductions de valeur sur immobilisations financières							
Autres charges exceptionnelles							(*5)
Réserves affectées							
Dotations (+)							
Utilisations (-)							
Reprises (-)							

(*1) et	Dotations aux amortissements sur frais d'établissement pour	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*2) et	Dotations réductions de valeur sur stocks pour	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*3) dont	Autres produits exceptionnels (allocations Communauté française exercices antérieurs)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Autres produits exceptionnels (subventions Coopération au développement exercices antérieurs)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*4) et	Dotations exceptionnelles aux amortissements sur frais d'établissement pour	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*5) dont	Autres charges exceptionnelles (allocations Communauté française exercices antérieurs)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Autres charges exceptionnelles (subventions Coopération au développement exercices antérieurs)	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
W. ANCION

INSTITUTION						
EXERCICE : ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
(Terrains et constructions; Installations, machines et outillage; Mobilier et matériel roulant)						
Bilan des comptes	des Charges ordinaires	Sociaux	de Patrimoine non affecté	des PPR et de PPT	pour Ordre	d'Investissements immobiliers
a) Valeur d'acquisition						
1) Au terme de l'exercice précédent
2) Mutations de l'exercice (acquisitions)
3) Au terme de l'exercice (1 + 2)
b) Plus-values						
1) Au terme de l'exercice précédent
2) Mutations de l'exercice (plus-values actées)
3) Au terme de l'exercice (1 + 2)
c) Amortissements et réductions de valeur						
1) Au terme de l'exercice précédent
2) Mutations de l'exercice (amort. et réd. val. actées)
3) Au terme de l'exercice (1 + 2)
d) Valeur comptable au terme de l'exercice (a + b - c)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCION

ANNEXE

INSTITUTION :

EXERCICE : CADRE ET EFFECTIFS DE PERSONNEL (en unités temps plein)

I. PERSONNEL A CHARGE DU BUDGET ET DES COMPTES DES CHARGES ORDINAIRES			
		TOTAL	
		Budget Cadre	Comptes Effectifs
	A. PERSONNEL ACADEMIQUE		
	1. DEFINITIF (Classement par grade)	.....	.....
	2. TEMPORAIRE	.....	.....
	SOUS-TOTAL ACADEMIQUES	.....	.....
	B. PERSONNEL SCIENTIFIQUE		
	1. DEFINITIF (Classement par grade)	.....	.....
	2. TEMPORAIRE (Classement par grade)	.....	.....
	SOUS TOTAL SCIENTIFIQUES	.....	.....
	TOTAL GENERAL personnel d'encadrement (A+B)	.....	.....
	C. PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE		
	1. PERSONNEL DE DIRECTION (Classement par grade)	.....	.....
	2. PERSONNEL ADMINISTRATIF (Classement par grade)	.....	.....
	3. PERSONNEL ADJOINT A LA RECHERCHE (Classement par grade)	.....	.....
	4. PERSONNEL DE GESTION (Classement par grade)	.....	.....
	5. PERSONNEL SPECIALISE (Classement par grade)	.....	.....
	6. PERSONNEL INFORMATIQUE (Classement par grade)	.....	.....
	7. PERSONNEL SOCIAL (Classement par grade)	.....	.....
	8. PERSONNEL PARAMEDICAL (Classement par grade)	.....	.....
	TOTAL GENERAL personnel administratif et technique (C1 à C8)	.....	.....
	TOTAL GENERAL personnel à charge budget et comptes des charges ordinaires (A+B+C)	.....	.....

II. PERSONNEL A CHARGE DES AUTRES BUDGETS ET COMPTES			
	A. BUDGET ET COMPTES SOCIAUX		
	Personnel administratif et technique	.....	.....
	B. BUDGET ET COMPTES DE PATRIMOINE NON AFFECTE		
	Personnel académique	.....	.....
	Personnel scientifique	.....	.....
	Personnel administratif et technique	.....	.....
	SOUS-TOTAL personnel à charge du patrimoine non affecté	.....	.....
	C. COMPTES DES PROGRAMMES PARTICULIERS DE RECHERCHE ET DE PRESTATIONS POUR TIERS		
	Personnel académique		.....
	Personnel scientifique		.....
	Chercheurs		.....
	(Classement par grade)		.....
	Personnel administratif et technique		.....
	SOUS-TOTAL personnel à charge des programmes particuliers de recherche et prestations pour tiers		.....
	III. TOTAL GENERAL (I + II)	.....	.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCIEN

ANNEXE II

Plan comptable minimum

Les numéros de comptes suivants sont complétés par les lettres :

- a pour comptes des charges ordinaires d'enseignement, de recherche et d'administration
- b pour comptes sociaux
- c pour comptes de patrimoine non affecté
- d pour comptes des programmes particuliers de recherche et de prestations pour tiers
- e pour comptes pour ordre
- f pour comptes d'investissements immobiliers
- g pour comptes communs à plusieurs sections

Classe 0 Droits et engagements (hors bilan)

- 00 - Garanties constituées par des tiers pour compte de l'institution
- 01 - Garanties constituées pour compte de tiers
- 02 - Garanties réelles constituées sur avoirs propres
- 03 - Garanties reçues
- 04 - Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'institution
- 05 - Engagements d'acquisition et de cession d'immobilisations
- 06 - Marché à terme
- 07 - Biens et valeurs de tiers détenus par l'institution
- 09 - Droits et engagements divers

Classe 1 Fonds propres, provisions pour risques et charges et dettes à plus d'un an

- 10 Capital
- 11 Primes d'émissions
- 12 Plus-values de réévaluation
- 13 Réserves (dont 133 « Réserves affectées » subdivisées en 1330, 1331, 1332...en fonction de l'affectation)
- 14 Bénéfice reporté (ou 141 perte reportée (-))
- 15 Subsidés en capital
- 16 Provisions et impôts différés
- 17 Dettes à plus d'un an

Classe 2 Frais d'établissement, actifs immobilisés et créances à plus d'un an

- 20 Frais d'établissement
- 21 Immobilisations incorporelles
- 22 Terrains et constructions
(dont 221 « Constructions » subdivisées en
2210 « affectées à enseignement, recherche et administration »,
2211 « affectées à des fins sociales »
2212 « affectées à des fins autres »)
- 23 Installations, machines et outillage
- 24 Mobilier et matériel roulant
- 25 Immobilisations détenues en location-financement et droits similaires
- 26 Autres immobilisations corporelles
- 27 Immobilisations corporelles en cours et acomptes versés
- 28 Immobilisations financières
- 29 Créances à plus d'un an

Classe 3 Stocks et commandes en cours d'exécution

- 30 Approvisionnements - matières premières
- 31 Approvisionnements - fournitures
- 32 En-cours de fabrication
- 33 Produits finis
- 34 Marchandises
- 35 Immeubles destinés à la vente

- 36 Acomptes versés sur achats pour stocks
- 37 Commandes en cours d'exécution
- Classe 4 Créances et dettes à un an au plus**
- 40 Créances commerciales
- 41 Autres créances
- 42 Dettes à plus d'un an échéant dans l'année
- 43 Dettes financières
- 44 Dettes commerciales
- 45 Dettes fiscales, salariales et sociales
- 46 Acomptes reçus
- 47 Dettes découlant de l'affectation du résultat
- 48 Dettes diverses
- 49 Comptes de régularisation et comptes d'attente
- Classe 5 Placements de trésorerie et valeurs disponibles**
- 50 Actions propres
- 51 Actions et parts
- 52 Titres à revenu fixe
- 53 Dépôts à terme
- 54 Valeurs échues à l'encaissement
- 55 Etablissements de crédit
- 56 Office des Chèques Postaux
- 57 Caisse
- 58 Virements internes
- Classe 6 Charges**
- 60 Approvisionnements et fournitures
- 61 Services et bien divers
- 62 Rémunérations / Charges sociales / Pensions
- 63 Amortissements / Réductions de valeur / Provisions pour risques et charges
- 64 Autres charges d'exploitation
(dont 644 « Charges de transferts (autres budgets ou comptes) »)
(dont 645 « Charges de transferts (autres institutions) »)
- 65 Charges financières
- 66 Charges exceptionnelles
- 67 Impôts sur le résultat
- 68 Transferts aux impôts différés et aux réserves immunisées
- 69 Affectations et prélèvements
- Classe 7 Produits**
- 70 Produits liés à enseignement, recherche et administration
- 700 Allocations / Subventions / Droits d'inscription
- 7000 Ministère de la Communauté française
- 70000 Allocations (art. 27, 28, 29, 29bis, 30, 31, 32, 48quater Loi 71)
- 70001 Compléments art. 34 Loi 71
- 70002 Subventions sociales Loi 60
- 70003 Subventions constructions
- 700030 Subventions constructions (décret 15/10/91, A.E. 18/11/91)
- 70004 Subventions grand entretien
- 700040 Subventions grand entretien (décret 15/10/91, A.E. 18/10 et 11/91)
- 700041 Subventions grand entretien (art. 29, §3 et 45 Loi 71)
- 7001 Droits d'inscription et d'examens

- 70010 Droits d'inscription art. 39 Loi 71
- 70011 Droits d'inscription complémentaires art. 27, §4 Loi 71
- 70012 Droits d'examens
- 701 Contrats de recherche/Prestations pour tiers
 - 7010 Produits publics internationaux
 - 70100 Produits publics européens
 - 70101 produits publics autres
 - 7011 Produits publics belges
 - 70110 fédéraux
 - 701100 Politique scientifique (SSTC)
 - 701101 Coopération au Développement
 - 701102 Agriculture
 - 701103 Affaires économiques
 - 701104 Santé publique
 - 701105 Autres
 - 70111 communautaires et régionaux
 - 701110 Communauté française
 - 7011100 FNRS - Subvention légale
 - 7011101 FNRS - Plan d'expansion
 - 7011102 FRSM
 - 7011103 IISN
 - 7011104 FRIA
 - 7011105 ARC
 - 7011106 FRFC - I chercheurs
 - 7011107 FRFC - IM
 - 7011108 FSR
 - 7011109 Autres
 - 701111 Commission communautaire française (COCOF)
 - 701112 Région wallonne
 - 7011120 Aides aux universités
 - 7011121 Programmes FIRST
 - 7011122 Sous-traitances des universités dans le cadre de conventions Région/entreprises
 - 7011123 Autres
 - 701113 Région bruxelloise
 - 701114 Autres
 - 70112 provinciaux et communaux
 - 70113 autres
- 702 Recettes propres /Mécénats
- 71 Variation des stocks et des commandes en cours d'exécution
- 72 Production immobilisée
- 74 Autres produits d'exploitation
(dont 744 « Produits de transferts (autres budgets ou comptes) »)
(dont 745 « Produits de transferts (autres institutions) »)
- 75 Produits financiers
- 76 Produits exceptionnels
- 79 Affectations et prélèvements

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1999 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 1999 — 3612

[C — 99/29293]

12 APRIL 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, inzonderheid op artikel 43, § 1, lid 3, § 2, lid 2, § 5, gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 1998, en op artikel 45, § 3, opnieuw ingevoerd bij het decreet van 1 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 16 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 15 maart 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene regel*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals zij werd gewijzigd;

2° « de Minister » : de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de universitaire instellingen opgesomd in artikel 25 van de wet.

Art. 3. § 1. De begroting van de universitaire instellingen omvat een begroting voor de gewone kosten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, een sociale begroting, een begroting voor patrimonium zonder bestemming en investeringen onroerende goederen.

De rekeningen van de universitaire instellingen omvatten de rekeningen voor de gewone kosten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, de sociale rekeningen, de rekeningen voor patrimonium zonder bestemming, voor bijzondere programma's voor onderzoek en prestaties voor derden, rekeningen voor orde en onroerende investeringen.

De begroting en de rekeningen worden opgemaakt per burgerlijk jaar, overeenkomstig bijlage 1 van dit besluit.

§ 2. De begroting en de rekeningen zijn onderverdeeld in secties :

1° Sectie I. — De begroting en de rekeningen voor de gewone kosten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur omvatten de hierboven vernoemde kosten, bepaald bij artikel 26, lid 1 van de wet en de toelagen en subsidies daarvoor toegekend door de Franse Gemeenschap en het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking alsook de bijkomende inschrijvingsrechten en andere eventuele opbrengsten bedoeld bij artikel 5, 1°, c) en d).

2° Sectie II. — De begroting en de sociale rekeningen omvatten de opbrengsten en de kosten in verband met de installaties en de sociale studentendiensten.

3° Sectie III. — De begroting en de rekeningen voor patrimonium zonder bestemming omvatten de opbrengsten die eigen bezit zijn van de universitaire instelling zonder voorbestemming, buiten de inschrijvingsrechten en het examengeld en de kosten aangerekend op die opbrengsten, met inbegrip van de kosten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur die niet zouden beantwoorden aan de bepaling van artikel 26, lid 1 van de wet.

4° Sectie IV. — De rekeningen van de bijzondere programma's van het onderzoek en de prestaties voor derden omvatten de opbrengsten en de kosten in verband met :

— de bijzondere programma's voor onderzoek die aan de universitaire instelling worden toevertrouwd en betaald met de opbrengsten daartoe bepaald in deze sectie;

— alle bezoldigde prestaties geleverd ten bate van derden door de universitaire diensten, behoudens deze die opgenomen zijn in de andere secties.

5° Sectie V. — De rekeningen voor orde omvatten de opbrengsten van schenkingen en legaten waarvan de bestemming op voorhand is bepaald en de kosten in verband met deze opbrengsten, alsook de opbrengsten en de kosten die niet specifiek in een andere sectie opgenomen zijn.

6° Sectie VI. — De begroting en de rekeningen voor onroerende investeringen omvatten de kosten voortvloeiend uit werken van groot onderhoud en uit het optrekken van gebouwen bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, en de toelagen ten dien einde toegekend door de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen zijn van toepassing op de boekhouding van de universitaire instellingen, behoudens de artikelen van de voormelde wet en het voormeld besluit die strijdig zijn met de bepalingen van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Resultatenrekeningen*

Art. 5. De bedrijfsopbrengsten van het dienstjaar omvatten :

1° voor de begroting en de rekeningen van sectie I :

a) de toelage van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 27, 28, 29, §§ 1 en 2, 29 bis, 30, 31, 32 en 48quater van de wet waarin desgevallend het eventueel supplement als gevolg van de toepassing van artikel 34 van de wet duidelijk wordt aangestipt. Deze toelage is gebudgetteerd en geboekt op basis van de vastgestelde rechten, d.w.z. op basis van de toelagen verschuldigd voor de 12 maanden van het betrokken dienstjaar met inbegrip van het aandeel van deze toelage dat overeenstemt met de dekking van de premie voor sociale programmatie;

b) de toelage toegekend door het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking tot 1999 krachtens de wet en vanaf 2000 krachtens de overeenkomst over de vormingskosten gesloten tussen de Federale Staat en de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap. Die toelage is gebudgetteerd en geboekt op basis van de vastgestelde rechten, d.w.z. op basis van de toelage verschuldigd voor de 12 maanden van het betrokken dienstjaar;

c) de bijkomende inschrijvingsrechten bedoeld bij artikel 27, § 4 van de wet. Die bijkomende rechten zijn gekoppeld ofwel aan het dienstjaar van hun inning, ofwel aan het academiejaar waarop zij betrekking hebben, volgens de wijze van beheer van de instelling die daarover nadere uitleg geeft in de evaluatieregels als bijlage bij de rekeningen;

d) de andere eventuele opbrengsten. Deze houden verband met de andere opbrengsten van het dienstjaar dan deze die bedoeld zijn in de hierboven vermelde punten a) tot c) en die opgeleverd worden door kosten aangerekend op de begroting en de rekeningen van de gewone kosten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, behoudens de aftrek van het koninklijk besluit nr. 501 die in mindering van de kosten wordt gebracht.

2° voor de begroting en de rekeningen van sectie II :

a) de toelage van het Ministerie van de Franse Gemeenschap berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde instellingen;

b) elke andere openbare toelage toegewezen aan de sociale sector;

c) elke private tegemoetkoming toegewezen aan de sociale sector;

d) de opbrengsten die eigen zijn aan de sociale sector.

3° voor de begroting en de rekeningen van sectie III :

a) de inschrijvingsrechten en het examengeld bedoeld bij artikel 39 van de wet, buiten de bijkomende rechten bedoeld bij artikel 27, § 4 van dezelfde wet. Die inschrijvingsrechten en het examengeld gaan samen ofwel met het dienstjaar van hun inning, ofwel met het academiejaar waarop zij betrekking hebben, volgens de wijze van beheer van de instelling die daarover nadere uitleg geeft in de evaluatieregels als bijlage bij de rekeningen;

b) de opbrengsten van de onroerende goederen van het patrimonium;

c) voor de niet gebruikte rubriek 3) hebben de universitaire instellingen vrije keuze;

d) de andere eventuele opbrengsten die beantwoorden aan de bepaling bedoeld bij artikel 3, § 2, 3°.

4° voor de rekeningen van sectie IV : de opbrengsten toegekend door de internationale overheidsdiensten, de Belgische overheidsdiensten - waaronder de Franse Gemeenschap - en door de privé-sector ten voordele van de verrichtingen bedoeld bij artikel 3, § 2, 4°, 1e streepje, en al de opbrengsten toegekend door derden ten voordele van de verrichtingen bedoeld bij artikel 3, § 2, 4°, 2e streepje.

De overheidstoelagen bekomen voor de aankoop van vaste activa die kunnen afgeschreven worden volgens de regels bepaald bij artikel 6, § 1, 7°, worden beschouwd als kapitaaltoelagen, d.w.z. dat zij geboekt worden als uitkomstopbrengsten op hetzelfde tempo als de afschrijvingen van de activa waarvoor deze toelagen worden toegekend om zich die activa aan te schaffen.

5° voor de rekeningen van sectie V : het totaal bedrag van de opbrengsten bedoeld bij artikel 3, § 2, 5°.

6° voor de begroting en de rekeningen van sectie VI : de toelagen toegekend door de Franse Gemeenschap voor werken voor groot onderhoud en/of voor het optrekken van gebouwen bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, bedoeld bij de artikelen 29, § 3 en 45 van de wet, bij artikel 21 van het decreet van 15 oktober 1991 waarbij voorlopige kredieten worden geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, bij het besluit van de Executieve van 18 oktober 1991 houdende verdeling van het krediet van 200 miljoen uitgetrokken op artikel 60.57.A van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, bij het besluit van de Executieve van 18 november 1991 betreffende de universitaire investeringen, alsook al de daarop volgende toelagen die voor hetzelfde doeleinde door de Franse Gemeenschap zouden worden gestort.

Voor de bouw- en de inrichtingswerken die kunnen afgeschreven worden volgens de regels bepaald bij artikel 6, § 1, 7° en die niet door leningen worden gefinancierd, worden de bij lid 1 bedoelde toelagen beschouwd als kapitaaltoelagen, d.w.z. dat zij opgenomen worden als uitkomstopbrengsten op hetzelfde tempo als de afschrijvingen van de activa waarvoor deze toelagen worden toegekend voor bouwen of inrichten.

Voor de werken voor groot onderhoud en voor de bouw- en inrichtingswerken waarvoor geen afschrijvingen bepaald zijn en die niet door leningen worden gefinancierd, worden de toelagen bedoeld bij lid 1, die eveneens aangerekend worden als kapitaaltoelagen, als uitkomstopbrengsten opgenomen op hetzelfde tempo als de voortgang van de werken.

Voor de bouw- en inrichtingswerken die kunnen afgeschreven worden volgens de regels bepaald bij artikel 6, § 1, 7° en die door leningen worden gefinancierd, worden de bij lid 1 bedoelde toelagen beschouwd als kapitaal- en intresttoelagen, d.w.z. dat zij opgenomen worden als uitkomstopbrengsten, enerzijds in overeenstemming met de intrestlasten betaald in het kader van de lening, en anderzijds op hetzelfde tempo als de afschrijvingen van de activa waarvoor deze toelagen worden toegekend voor bouwen of inrichten.

Voor de werken voor groot onderhoud en voor de bouw- en inrichtingswerken waarvoor geen afschrijvingen bepaald zijn en die door leningen worden gefinancierd, worden de toelagen bedoeld bij lid 1, eveneens aangerekend als kapitaaltoelagen wat het gedeelte betreft dat niet werd opgebruikt voor het dekken van de intrestkosten als uitkomstopbrengsten opgenomen, enerzijds in overeenstemming met de intrestkosten gestort in het kader van de lening, en anderzijds op hetzelfde tempo als de terugbetaling van het kapitaal.

De leningen bedoeld bij hogervermelde leden 4 en 5 worden als schulden op lange termijn aangerekend op het passief van de balans. Zij worden elk jaar overgedragen als schulden op ten hoogste een jaar voor het gedeelte van de schuld dat binnen het jaar vervalt. De terugbetaling van het kapitaal bepaalt de uitwissing van de schuld die binnen het jaar op het passief terecht komt met, gelijktijdig, een overeenstemmende vermindering van de waarden die op het actief beschikbaar zijn.

7° in de rubriek 5) voor de begroting van de secties I, II, III en IV alsook voor de rekeningen van de secties I tot VI : de opbrengsten van de overdrachten gevormd door andere begrotingen of rekeningen als tegenwicht van kosten die eventueel gedekt zijn door de hoger vermelde begroting of rekeningen die verband houden met die andere begrotingen of rekeningen.

8° in de rubriek 6) voor de begroting en de rekeningen van sectie I : de opbrengsten gevormd door eventuele terugbetalingen door andere universitaire instellingen van kosten opgelopen in het kader van overeenkomsten betreffende interuniversitaire programma's.

Art. 6. § 1. De bedrijfskosten omvatten :

1° voor de begroting en de rekeningen van sectie I, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 26 van de wet :

- a) de kosten met betrekking tot het academiëpersoneel;
- b) de kosten met betrekking tot het wetenschappelijk personeel;
- c) de kosten met betrekking tot het administratief en technisch personeel;
- d) de werkings- en uitrustingskosten.

2° voor de begroting en rekeningen van sectie II : de personeels-, werkings- en uitrustingskosten van de installaties en sociale studentendiensten alsook de hulp verleend aan de studenten door de sociale sector.

3° voor de begroting en rekeningen van sectie III : de kosten voor het academië-, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel alsook voor de werking en de uitrustingen die niet van de andere secties afhangen.

4° voor de rekeningen van sectie IV : de personeels-, werkings- en uitrustingskosten aan te rekenen op de opbrengsten bedoeld bij artikel 5, 4°;

5° voor de rekeningen van sectie V : het totaal bedrag van de kosten aangerekend op de opbrengsten bedoeld bij artikel 5, 5°;

6° voor de begroting en de rekeningen van sectie VI : de kosten voor werken voor groot onderhoud en voor het optrekken van de gebouwen bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, aan te rekenen op de toelagen bedoeld bij artikel 5, 6°;

7° voor de begroting van de secties I, II, III en VI en voor de rekeningen van de secties I tot VI :

- a) in de rubriek 5), de afschrijvingen en de waardeverminderingen op de immateriële en materiële vaste activa.

De immateriële en materiële vaste activa (bouwwerken, installaties, machines en uitrustingen; meubilair en materieel) met beperkte gebruiksduur worden lineair afgeschreven met inachtneming van de waarschijnlijke gebruiks- of nuttigheidsduur volgens de volgende aanvaardbare cijfers :

— Onroerende goederen door incorporatie	5 %
— Installaties, machines, uitrustingen	20 %
— Meubilair en materieel	10 %
— Rollend materieel	20 %
— Informatica-materieel	33 %
— Software	33 %
— Gebouwen	2 %
— Inrichtingswerken	5 %

De Raad van Bestuur kan afwijken van de normale cijfers bedoeld bij lid 2 om rekening te houden met een andere waarschijnlijke gebruiks- of nuttigheidsduur. In dat geval worden de in acht genomen afschrijvingscijfers in de bijlage van de begroting en de rekeningen nader bepaald.

De afschrijving vangt aan tijdens het dienstjaar in de loop waarvan de kosten betreffende de vaste activa geboekt worden.

Worden verplichtend afgeschreven :

— de onroerende goederen door incorporatie, de bouwwerken en de inrichtingswerken bedoeld bij lid 2, die een waarde hebben van meer dan 1.000.000 frank;

— de installaties, machines, uitrustingen, het meubilair en het materieel, het rollend materieel, het informatica-materieel en de software bedoeld bij lid 2, die een waarde hebben van meer dan 2.500.000 frank.

Worden rechtstreeks aangerekend als werkings- en uitrustingskosten tijdens het dienstjaar waarin deze kosten geboekt worden, de activa waarvoor de geldschieder de aanrekening eist van het totaal bedrag van de last tijdens het jaar waarin de toelage werd toegekend.

Voor de niet afgeschreven goederen die niet op de balans voorkomen wordt er een beknopte inventaris opgemaakt die als bijlage van de rekeningen gaat.

De immateriële en materiële vaste activa waarvan de levensduur niet beperkt is, ondergaan slechts waardeverminderingen in het geval van minderwaarden of ontwaardingen van lange duur;

b) in rubriek 6), de waardeverminderingen en de overnemingen van waardeverminderingen op commerciële schuldvorderingen.

De overnemingen worden van de exploitatiekosten afgetrokken;

c) in rubriek 7), de voorzieningen voor risico's en kosten.

De heffingen op voorzieningen aangelegd tijdens de vorige dienstjaren worden aangerekend als ingebruikstellingen.

De voorzieningen met betrekking tot de vorige dienstjaren worden teruggenomen indien zij geen reden van bestaan meer hebben.

De ingebruikstellingen en de overnemingen worden afgetrokken van de exploitatiekosten;

d) in rubriek 8), de overdrachtskosten bestaande uit de overdrachten van opbrengsten vanuit de bedoelde begroting of rekeningen naar andere begrotingen of rekeningen in tegenwaarde van kosten die eventueel gedekt zijn door die andere begrotingen of rekeningen en die verband houden met de begroting of rekeningen waarvan sprake.

Voor de begroting en de rekeningen van de gewone kosten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, zijn de voormelde overhevelingen beperkt tot de dekking van kosten die eventueel gedekt zijn door de andere begrotingen of rekeningen die beantwoorden aan de bepaling bedoeld bij artikel 26, lid 1, van de wet en die beantwoorden aan de wetten, decreten en verordeningen van toepassing op de universitaire instellingen.

Het totaal van de opbrengsten en de kosten voor overdrachten van de verschillende begrotingen en rekeningen moeten globaal overeenstemmen.

8° in rubriek 9) voor de begroting en de rekeningen van sectie I: de kosten bestaande uit de eventuele terugbetalingen aan andere universitaire instellingen van opbrengsten bekomen in het kader van overeenkomsten over de interuniversitaire programma's.

§ 2. De personeelskosten in verband met de punten 1° tot 5° van § 1 omvatten de bezoldigingen waarvan de storting uitgesteld is tot de eerste van de maand die volgt op het dienstjaar waarop die bezoldigingen betrekking hebben alsook de eindejaarstoelagen en de voorzieningen voor het vakantiegeld waarop men recht heeft.

§ 3. Wordt niet vereist, de aanrekening van de voorzieningen voor risico's en kosten in het geval dat deze laatste door de geldschieder worden uitgesloten.

Art. 7. Voor elke begroting en rekening bestaat het resultaat uit :

1° het exploitatieresultaat van het dienstjaar, d.i. het verschil tussen de opbrengsten en de kosten bedoeld bij de artikelen 5 en 6;

2° het resultaat van het dienstjaar na financiële opbrengsten en kosten, m.a.w. :

- a) na de financiële inkomsten opgeleverd door de opbrengsten van de begroting of de rekeningen waarvan sprake;
- b) na de financiële kosten veroorzaakt door leningen en contracten van huur-financiering of gelijkaardige contracten betreffende vaste activa, en na de dotaties voor waardeverminderingen en terugnemingen van waardeverminderingen op de andere dan commerciële schuldvorderingen, de thesauriebeleggingen en de beschikbare waarden.

De financiële opbrengsten en kosten bedoeld bij de hierboven vermelde punten a) en b) worden aangerekend op de begroting en de resultatenrekeningen van het patrimonium zonder bestemming, behoudens de :

— financiële opbrengsten opgeleverd door de eventuele overschotten van de toelagen toegekend door de Franse Gemeenschap voor werken voor groot onderhoud en/of voor het optrekken van gebouwen bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur die aangerekend worden op de begroting en op de rekeningen van sectie VI die overeenstemt met de bestemming van bedoelde toelagen;

— financiële kosten die verband houden met werken voor groot onderhoud en met het optrekken van de gebouwen voor de sociale sector die aangerekend worden op de begroting en de sociale rekeningen;

— financiële kosten die verband houden met werken voor groot onderhoud en met het optrekken van de gebouwen die gebruikt worden door het onderwijs, het onderzoek en het bestuur die aangerekend worden op de begroting en de rekeningen voor onroerende investeringen.

De terugnemingen van waardeverminderingen worden afgetrokken van de financiële kosten;

3° het resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en kosten, m.a.w. :

a) de terugnemingen van afschrijvingen en waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa, de terugnemingen van waardeverminderingen op financiële vaste activa (participaties, acties en aandelen);

b) de uitzonderlijke dotaties voor de afschrijvingen en de waardeverminderingen van immateriële en vaste activa, de dotaties voor de waardeverminderingen van de financiële vaste activa.

4° het resultaat vóór de bestemming, rekening houdend met :

a) het resultaat van het dienstjaar. Dit resultaat stemt overeen met het resultaat na uitzonderlijke opbrengsten en kosten bedoeld bij 3°;

b) het resultaat overgedragen naar het einde van het vorig dienstjaar, d.w.z. :

- geëvalueerd op het einde van het vorig dienstjaar voor het opmaken van de oorspronkelijke begroting;
- beschikbaar op het einde van het vorig dienstjaar voor het opmaken van de aangepaste begroting en de rekeningen;

5° het resultaat na bestemming voor de reserves met een speciale bestemming, eventueel aangelegd op basis van een beslissing van de Raad van Bestuur.

De heffingen op de hierboven bedoelde reserves worden aangerekend als ingebruikstellingen.(-) Die reserves worden teruggenomen (-) indien zij geen reden van bestaan meer hebben.

Art. 8. In de begroting en de rekeningen van sectie I is er sprake van het verband dat bestaat tussen de personeelskosten en de opbrengsten van het dienstjaar vergeleken met de maximale beperking van 80 % bepaald bij artikel 40, § 3 van de wet inzake bestemming van de opbrengsten van het dienstjaar ten voordele van de personeelskosten.

De in lid 1 bedoelde personeelskosten omvatten :

1° de kosten voor het academie-, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel bedoeld bij artikel 6, § 1, a), b) en c);

2° de dotaties voor de voorzieningen, aangelegd overeenkomstig artikel 6, § 1, 7°, die verband houden met het personeel.

Zij worden in aanmerking genomen na de opbrengsten en de kosten van overdrachten uit of naar de verschillende begrotingen en verschillende rekeningen en na 80 % van de opbrengsten en de kosten uit of naar andere instellingen bedoeld bij artikel 5, 7° en 8° en bij artikel 6, § 1, 7° en 8°, die verband houden met het personeel.

HOOFDSTUK III. — *Balans*

Art. 9. De jaarrekeningen omvatten een globale balans van de rekeningen van de secties I tot VI, opgemaakt met verwijzing naar de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel.

Het minimaal rekeningenstelsel waarvan sprake in lid 1 is eveneens van toepassing op de resultatenrekeningen.

De jaarrekeningen doen ten minste het schema van de balans als bijlage bij dit besluit tot uiting komen.

HOOFDSTUK IV. — *Verschillende bepalingen toepasselijk op de begroting en de rekeningen*

Art. 10. De begroting en de rekeningen gaan samen met een syntheseverslag opgesteld door de universitaire overheden. In dit verslag wordt er gehandeld over :

1° de factoren die de opbrengsten en de kosten bepalen;

2° de factoren die de evoluties van de opbrengsten en de kosten bepalen t.o.v. :

a) de begroting van het vorig jaar indien het gaat over het verslag over de oorspronkelijke begroting;

b) de oorspronkelijke begroting van het jaar indien het gaat over het verslag over de aangepaste begroting;

c) de aangepaste begroting van het jaar en de rekeningen van het vorig jaar indien het gaat over het verslag over de rekeningen;

3° de hoofdopties aangenomen door de Raad van Bestuur van de instelling, voor het betrokken dienstjaar;

4° de redenen van de overdrachten uitgevoerd vanuit of naar de verschillende begrotingen en de verschillende rekeningen en de aanrekeningen van opbrengsten en kosten vanuit of naar andere instellingen, waarvan sprake in artikel 5, 7° en 8° en in artikel 6, § 1, 7° en 8°;

5° de verrichtingen uitgevoerd krachtens de artikelen 6 en 7 wat de afschrijvingen, de waardeverminderingen, de voorzieningen en de reserves betreft en wat de meerwaarden inzake opwaardering betreft. Op grond daarvan voegen de instellingen bij hun begroting en rekeningen de tabel waarbij deze verrichtingen nader worden omschreven volgens het model opgenomen in bijlage I van dit besluit;

6° de financiële toestand en de toestand van de thesaurie alsook die van de evolutie van de schuld.

Art. 11. De begroting vermeldt de formatie van het personeel ten laste van die begroting; de rekeningen vermelden de effectieven op het einde van het dienstjaar die ten laste van die rekeningen vallen. Deze gegevens worden opgesteld overeenkomstig het model als bijlage I bij dit besluit.

Art. 12. De goedkeuring door de Minister van de begroting en van de rekeningen van sectie I, waarbij de begrotingen van de secties II, III, VI en de rekeningen van de secties II tot VI worden gevoegd, impliceert de toestemming voor de overdrachten alsook voor de opbrengsten en de kosten bedoeld bij artikel 5, 7° en 8° en bij artikel 6, § 1, 7° en 8°.

Art. 13. Voor de verhogingen of de verminderingen van de opbrengsten en de kosten bepaald in de oorspronkelijke begroting, wordt er een aangepaste begroting opgemaakt.

De aangepaste begroting wordt uiterlijk terzelfder tijd als de oorspronkelijke voorstellen voor het volgend jaar naar de Minister gezonden. Zij wordt goedgekeurd binnen de twee maanden die volgen op de ontvangst ervan.

Art. 14. De universitaire instellingen stellen ter attentie van de commissaris en de afgevaardigden bedoeld bij artikel 15 een staat op over de uitvoering van hun begrotingsramingen en zij stellen terzelfder tijd de aangepaste begroting op bedoeld bij artikel 13.

Art. 15. De begroting en de rekeningen van de universitaire instellingen worden aan de Minister overgemaakt via de commissaris of de afgevaardigde van de Regering.

Bij de begroting en de rekeningen worden opmerkingen en beschouwingen gevoegd van de commissaris of de afgevaardigde van de Regering alsook deze van de inspecteur van Financiën, afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. De commissaris en de voornoemde afgevaardigden geven hun advies in het kader van de goedkeuring van de begroting bedoeld bij artikel 43, § 1 van de wet en in het kader van de goedkeuring van de rekeningen bedoeld bij artikel 43, § 2 van de wet.

Art. 16. De Raad van Bestuur van elke instelling stelt de regels vast die met naleving van de bepalingen van dit besluit, maar rekening houdend met haar eigen kenmerken, aan de basis liggen van het opmaken van de rekeningen, van de resultaten en van de balans, inzonderheid wat betreft de evaluaties van de gegevens van de balans, het uitwerken en de aanpassingen van afschrijvingen, de waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en kosten alsook de opwaarderingen.

Deze regels worden ter kennis gebracht van de commissaris en van de afgevaardigden bedoeld bij artikel 15.

Art. 17. De rekeningen van de universitaire ziekenhuizen worden aan de Regering overgemaakt ter staving van de rekeningen bedoeld bij artikel 3, § 1, behoudens in de gevallen waar die ziekenhuizen een rechtspersoonlijkheid hebben die verschilt van deze van de universiteit en voor zover een decreet of een besluit van de Regering niet uitdrukkelijk bepaalt dat die rekeningen aan de Regering moeten bezorgd worden. Zij worden doorgezonden in de vorm bepaald door de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, en bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 betreffende de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen. Zij vormen een sectie VII.

Art. 18. Elk jaar bezorgen de universitaire instellingen aan de Minister de inventaris van de bouwwerken bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur via de commissaris of de afgevaardigde van de Regering bedoeld bij artikel 15 ter staving van de rekeningen. In die inventaris vindt men voor elk voormeld gebouw de bestemming, de oppervlakte en de vervangingswaarde ervan. Die vervangingswaarde wordt op 50.000 frank per vierkante meter geraamd voor de gebouwen bestemd voor het bestuur of het onderwijs en het onderzoek die gerangschikt zijn onder de studierichtingen A en E. Zij wordt op 60.000 frank per vierkante meter geraamd voor de gebouwen bestemd voor het onderwijs en het onderzoek die gerangschikt zijn onder de studierichtingen B, C, D en S. Elk jaar, vanaf 1 januari 1999, worden de voormelde bedragen van 50.000 frank en 60.000 frank geïndexeerd volgens de verhouding tussen de ABEX-index van de constructieprijzen van januari van het betrokken jaar en de ABEX-index van de constructieprijzen van januari 1998.

De Gouverneur kan, na eenparig en collegiaal raadgevend advies van de rectoren van de universitaire instellingen, de voormelde vervangingswaarde wijzigen.

Art. 19. De universitaire instellingen die het wensen, kunnen een begroting en een globale resultatenrekening voorleggen voor de begrotingen en de rekeningen van de gewone kosten van het onderwijs, het onderzoek en het bestuur en het patrimonium zonder bestemming. In dat geval :

1° worden de opbrengsten bedoeld bij artikel 5, 1°, a), b) en c) en 3°, a), b) en c) opgenomen in de rubrieken 1.I), 2.I), 3.I) 1.III), 2.III), 3.III);

2° worden de andere opbrengsten bedoeld bij artikel 5, 1°, d) en 3°, d) opgenomen in een enkele rubriek 4);

3° worden de kosten en het resultaat globaal voorgesteld volgens de rubrieken vermeld in de tabel van de resultaatrekeningen voor de gewone kosten van het onderwijs, het onderzoek en het bestuur.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. § 1. Voor het opmaken van de 1e balans volgens de datum vastgesteld krachtens artikel 24, worden de reeds vóór deze datum aangekochte vaste activa gevaloriseerd alsof de afschrijvingsregels bedoeld bij artikel 6, § 1, 7°, zouden toegepast geweest zijn sedert het dienstjaar dat overeenstemt met hun aankoop. Daarenboven wordt voor die vaste activa een « reserve voor de afschrijvingen van de vaste activa aangekocht vóór de datum van het opmaken van de 1e balans » op het passief van de balans geboekt. Tijdens de volgende dienstjaren mag die reserve geen dotaties toekennen, maar zij mag enkel opgebruikt worden tot wanneer zij volledig leeg is, om de afschrijving van deze vaste activa verder te zetten met overeenstemmende aanrekening van dotaties voor afschrijvingen op de resultatenrekeningen. Daartoe houden de universitaire instellingen een afschrijvingsplan voor elk element dat met die reserve te maken heeft ter beschikking van de commissaris en de afgevaardigden bedoeld bij artikel 15.

In afwijking van het voorgaande lid, in geval van vaste activa aangekocht met leningen vóór de datum van het opmaken van de 1e balans, stemmen de uitgevoerde dotaties voor de afschrijvingen overeen met de terugbetalingen van betrokken leningen.

§ 2. Voor het opmaken van de 1e balans volgens de datum vastgesteld krachtens artikel 24, zijn de universitaire instellingen uitzonderlijk ertoe gemachtigd vaste activa die reeds werden aangekocht vóór de datum van het opmaken van de 1e balans te herwaarderen op basis van een algemene expertise van die vaste activa, om het voorlopig verlies op te slorpen dat zal voortvloeien uit de toepassing van de nieuwe regels ingevoerd door dit besluit. In de gevallen waar de herwaarderingen verband houden met vaste activa waarvoor afschrijvingen zijn bepaald, wordt er een « reserve voor afschrijvingen van de vaste activa die werden herwaardeerd tijdens het opmaken van de 1e balans » op het passief van de balans geboekt volgens de regels die identiek zijn met deze die bepaald zijn voor de in § 1 bedoelde reserve.

Art. 21. Voor het eerste dienstjaar waarin de universitaire instellingen de nieuwe bepalingen van dit besluit inzake budgettaire en boekhoudkundige aanrekeningen toepassen, overeenkomstig artikel 24, voegen zij bij hun begroting en rekeningen, ter vergelijking, de tabellen van de resultaten vermeld in bijlage I van dit besluit, buiten de voormelde nieuwe regels toegepast krachtens dit besluit. Zij geven bovendien in het bij artikel 10 bedoelde verslag, aan de hand van gecijferde gegevens, commentaar over de voornaamste redenen van de vastgestelde afwijkingen. Die afwijkingen worden niet in aanmerking genomen voor de goedkeuring van de begroting en de rekeningen bedoeld bij artikel 43, § 1 en § 2 van de wet.

Art. 22. Geen enkele prestatie ten bate van derden met inbegrip van de terbeschikkingstelling van de lokalen, materieel of diensten is toegelaten zonder de toestemming van het bevoegd beheersorgaan van de instelling. Dit orgaan stelt de regels op volgens welke die prestaties worden bezoldigd.

Art. 23. Het koninklijk besluit van 15 december 1977 houdende vaststelling van de aanvullende regels voor het opmaken en de vorm van de begroting en de rekeningen van de universitaire instellingen en het koninklijk besluit van 8 april 1976 tot vaststelling van de samenstellende elementen van de ontvangsten en uitgaven van het patrimonium van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 februari 1978, 3 augustus 1982 en 5 juni 1987, worden opgeheven.

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999, behoudens de nieuwe bepalingen van dit besluit inzake budgettaire en boekhoudkundige aanrekeningen t.o.v. deze die vroeger door de universitaire instellingen toegepast werden en inzonderheid artikel 4, artikel 5, 4°, lid 2, artikel 5, 6°, leden 2, 4 en 6, artikel 6, § 1, 7°, buiten wat de overdrachtkosten betreft, artikel 6, § 2 en § 3, artikel 7, 2°, b) wat de waardeverminderingen betreft, artikel 7, 3° wat de afschrijvingen en de waardeverminderingen betreft, artikel 9, die in werking treden tussen 1 januari 1999 en 1 januari 2002 de dag die enkel van de vrije keuze van de universitaire instellingen afhangt.

Art. 25. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 april 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
W. ANCIEN

BIJLAGE I

INSTELLING :

BEGROTING EN REKENINGEN VAN HET DIENSTJAAR

BIJLAGE : SECTIE I

BIJLAGE : SECTIE I

Pagina 1

INSTELLING :				
DIENSTJAAR : BEGROTING EN REKENINGEN VOOR DE GEWONE KOSTEN VOOR HET ONDERWIJS, HET ONDERZOEK EN HET BESTUUR				
		Oorspronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
A.	OPBRENGSTEN			
1)	Toelage Ministerie van de Franse Gemeenschap			
2)	Tegemoetkoming van het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking			
	Totaal toelage en tegemoetkoming (1+2)			
3)	Bijkomende inschrijvingsrechten			
4)	Andere opbrengsten			
5)	Opbrengsten van overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
6)	Opbrengsten vanuit andere instellingen			
	Totaal opbrengsten (1 tot 6)			
B.	KOSTEN			
1)	Academiëpersoneel Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen Wettelijke bijdragen van de werkgever voor maatschappelijke verzekeringen Andere kosten			
2)	Wetenschappelijk personeel Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen Wettelijke bijdragen van de werkgever voor maatschappelijke verzekeringen Andere kosten			
	Totaal academië- en wetenschappelijk personeel (1+2)			
3)	Administratief en technisch personeel Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen Wettelijke bijdragen van de werkgever voor maatschappelijke verzekeringen Andere kosten			
	Totaal personeel (1 tot 3)			
4)	Werking en uitrustingen Aankoop van niet-afgeschreven duurzame goederen (installaties, machines en werkgereedschap, meubilair en rollend materieel) Kosten verbonden aan de onroerende goederen Diensten en allerlei goederen Andere werkingskosten			
5)	Afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële en materiële vaste activa)			
6)	Waardevermindering (commerciële schuldvorderingen) (dotatiesternemingen)			
7)	Voorzieningen voor risico's en lasten (dotaties — bestedingen — terugnemingen)			
8)	Kosten voor overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
9)	Lasten t.a.v. andere instellingen			
	Totaal kosten (1 tot 9)			

(*) Waaronder aanvulling art. 34 voor :

.....

	Oorspronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
C. RESULTAAT			
1) Exploitatieresultaat van het dienstjaar (Inkomsten 1 tot 6 - kosten 1 tot 9)			
Opbrengsten en financiële lasten			
a) Financiële opbrengsten			
b) Financiële lasten			
2) Resultaat van het dienstjaar na opbrengsten en financiële lasten (1 + a - b)			
Uitzonderlijke opbrengsten en lasten			
a) Uitzonderlijke opbrengsten			
b) Uitzonderlijke lasten			
3) a) Resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten (2 + a - b)			
b) Overgedragen resultaat van het vorig dienstjaar			
4) Resultaat vóór bestemming (3a + 3b)			
Bestemmingen voor reserves met een speciale bestemming (dotaties — bestedingen — terugnemingen)			
5) Resultaat na bestemmingen (4 - bestemmingen)			

	Oorspronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
Verhouding in % tussen personeelslasten en opbrengsten (Lasten 1 tot 3 + aandelen van de lasten B7 die het personeel betreffen) /Opbrengsten 1 tot 4 (met inbegrip van de lasten B 8 & 9 en opbrengsten A 5 & 6 die het personeel betreffen)			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION

INSTELLING : DIENSTJAAR : BEGROTING EN SOCIALE REKENINGEN				
		Oor- spronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
A.	OPBRENGSTEN			
1)	Toelage Ministerie van de Franse Gemeenschap			
2)	Andere overheidstoelagen toegewezen aan de sociale sector			
	Totaal toelage en tegemoetkomingen door de overheid toegekend (1+2)			
3)	Private tegemoetkomingen toegewezen aan de sociale sector			
4)	Opbrengsten uit de sociale sector			
	Huisvesting studenten			
	Restaurants			
	Andere			
5)	Opbrengsten van overdrachten (andere begrotingen of rekeningen) (*)			
	Totaal opbrengsten (1 tot 5)			
B.	KOSTEN			
1)	Personeel			
	Huisvesting studenten			
	Restaurants			
	Andere personeelskosten			
2)	Werking en uitrustingen			
	Huisvesting studenten			
	Restaurants			
	Andere werkings- en uitrustingskosten			
3)	Hulpverleningen aan de studenten			
4)				
5)	Afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële, materiële vaste activa)			
6)	Waardeverminderingen (commerciële schuldvorderingen) (dotaties — terugnemingen)			
7)	Voorzieningen voor risico's en lasten (dotaties — aanbestedingen — terugnemingen)			
8)	Kosten voor overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
	Totaal kosten (1 tot 8)			
C.	RESULTAAT			
1)	Exploitatieresultaat van het dienstjaar (Inkomsten 1 tot 5 — kosten 1 tot 8)			
	Opbrengsten en financiële lasten			
	a) Financiële opbrengsten			
	b) Financiële lasten			
2)	Resultaat van het dienstjaar na opbrengsten en financiële lasten (1 + a - b)			
	Uitzonderlijke opbrengsten en lasten			
	a) Uitzonderlijke opbrengsten			
	b) Uitzonderlijke lasten			
3)	a) Resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten (2 + a - b)			
	b) Overgedragen resultaat van het vorig dienstjaar			
4)	Resultaat vóór bestemming (3a + 3b)			
	Bestemmingen voor reserves met een speciale bestemming (dotaties — bestedingen — terugnemingen)			
5)	Resultaat na bestemming (4 - bestemmingen)			

(*) Waaronder inschrijvingsrechten toegewezen aan de sociale sector

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,
W. ANCIEN

INSTELLING :				
DIENSTJAAR : BEGROTING EN REKENINGEN VAN HET PATRIMONIUM ZONDER BESTEMMING				
		Oorspronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
A.	OPBRENGSTEN			
1)	Inschrijvingsrechten en examengeld			
2)	Opbrengsten van onroerende goederen van het patrimonium			
3)				
4)	Andere opbrengsten			
5)	Opbrengsten uit overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
	Totaal opbrengsten (1 tot 5)			
B.	KOSTEN			
1)	Academiëpersoneel			
2)	Wetenschappelijk personeel			
3)	Administratief en technisch personeel			
4)	Werking en uitrustingen			
5)	Afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële, materiële vaste activa)			
6)	Waardeverminderingen (commerciële schuldvorderingen) (dotaties — terugnemingen)			
7)	Voorzieningen voor risico's en lasten (dotaties — bestedingen — terugnemingen)			
8)	Kosten voor overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
	Totaal kosten (1 tot 8)			
C.	RESULTAAT			
1)	Exploitatieresultaat van het dienstjaar (Inkomsten 1 tot 5 — kosten 1 tot 8)			
	Opbrengsten en financiële lasten			
	a) Financiële opbrengsten			
	b) Financiële lasten			
2)	Resultaat van het dienstjaar na opbrengsten en financiële lasten (1 + a - b)			
	Uitzonderlijke opbrengsten en lasten			
	a) Uitzonderlijke opbrengsten			
	b) Uitzonderlijke lasten			
3)	a) Resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten (2 + a - b)			
	b) Overgedragen resultaat van het vorig dienstjaar			
4)	Resultaat vóór bestemming (3a + 3b)			
	Bestemmingen voor reserves met een speciale bestemming (dotaties — bestedingen — terugnemingen)			
5)	Resultaat na bestemming (4 - bestemmingen)			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

INSTELLING :		
DIENSTJAAR : REKENINGEN VAN DE BIJZONDERE PROGRAMMA'S VOOR ONDERZOEK EN PRESTATIES VOOR DERDEN		
		Reke- ningen
A.	OPBRENGSTEN	
a)	Opbrengsten van de bijzondere programma's voor het onderzoek	
1)	Internationale overheidsopbrengsten	
	a) Europese overheidsopbrengsten	
	b) Andere overheidsopbrengsten	
2)	Belgische overheidsopbrengsten :	
	a) op federaal niveau	
	Wetenschappelijk beleid (Wetenschappelijke, technische en culturele diensten) (WTCD)	
	Ontwikkelingssamenwerking	
	Landbouw	
	Economische Zaken	
	Volksgezondheid	
	Andere	
	b) op het niveau van de Gemeenschappen en de Gewesten :	
	b.1) Franse Gemeenschap	
	Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (NFWO — wettelijke toelage)	
	Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (NFWO — groeiplan)	
	Fonds voor Geneeskundig Wetenschappelijk Onderzoek	
	Universitair Instituut voor Kernwetenschappen	
	Fonds voor de Vorming tot het onderzoek in de nijverheid en de landbouw	
	Onderzoeksacties in wederzijds overleg	
	Fonds voor het collectief fundamenteel onderzoek (initiatieven vorsers)	
	Fonds voor het collectief fundamenteel onderzoek (ministeriële initiatieven)	
	Bijzondere fondsen voor het onderzoek	
	Andere	
	b.2) Franse Gemeenschapscommissie	
	b.3) Waals Gewest	
	Steun aan de universiteiten	
	Programma « Vorming en Impuls aan het Wetenschappelijk en Technologisch Onderzoek »	
	Onderaanbestedingen van de universiteiten in het kader van overeenkomsten Gewest/ondernemingen	
	Andere	
	b.4) Brussels Gewest	
	b.5) Andere	
	c) provincies en gemeenten	
	d) andere	

		Reke- ningen
3)	Kapitaaltoelagen	
	3.1) Internationale overheidsopbrengsten	
	a) Europese overheidsopbrengsten	
	b) Andere overheidsopbrengsten	
	3.2) Belgische overheidsopbrengsten :	
	a) op federaal niveau	
	Wetenschappelijk beleid (Wetenschappelijke technische en culturele diensten) (WTCD)	
	Ontwikkelingssamenwerking	
	Landbouw	
	Economische Zaken	
	Volksgezondheid	
	Andere	
	b) op het niveau van de Gemeenschappen en de Gewesten :	
	b.1) Franse Gemeenschap	
	Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (NFWO — wettelijke toelage)	
	Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (NFWO-groeiplan)	
	Fonds voor Geneeskundig Wetenschappelijk Onderzoek	
	Universitair Instituut voor Kernwetenschappen	
	Fonds voor de Vorming tot het onderzoek in de nijverheid en de landbouw (VONL)	
	Onderzoeksacties in wederzijds overleg	
	Fonds voor het collectief fundamenteel onderzoek (initiatieven vorsers)	
	Fonds voor het collectief fundamenteel onderzoek (ministeriële initiatieven)	
	Bijzondere fondsen voor het onderzoek	
	Andere	
	b.2) Franse Gemeenschapscommissie	
	b.3) Waals Gewest	
	Steun aan de universiteiten	
	Programma « Vorming en Impuls voor het Wetenschappelijk en Technologisch Onderzoek »	
	Onderaanbestedingen van de universiteiten in het kader van overeenkomsten Gewest/ondernemingen	
	Andere	
	b.4) Brussels Gewest	
	b.5) Andere	
	c) provincies en gemeenten	
	d) andere	
4)	Opbrengsten uit de privé-sector	
	a) buitenlandse	
	b) eigen (brevetten, licencies ...)	
b)	Opbrengsten van prestaties voor derden	
a et b)	5) Opbrengsten van overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)	
Totaal opbrengsten (1 tot 5)		

		Reke- ningen
B. KOSTEN		
1)	Personeel	
2)	Werking en uitrustingen	
3)		
4)		
5)	Afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële, materiële vaste activa)	
6)	Waardeverminderingen (commerciële schuldvorderingen) (dotaties-terugnemingen)	
7)	Voorzieningen voor risico's en lasten (dotaties - aanbestedingen - terugnemingen)	
8)	Kosten voor overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)	
Totaal kosten (1 tot 8)		
C. RESULTAAT		
1)	Exploitatieresultaat van het dienstjaar (Inkomsten 1 tot 5 — kosten 1 tot 8)	
	Opbrengsten en financiële lasten	
	a) Financiële opbrengsten	
	b) Financiële lasten	
2)	Resultaat van het dienstjaar na opbrengsten en financiële lasten (1 + a - b)	
	Uitzonderlijke opbrengsten en lasten	
	a) Uitzonderlijke opbrengsten	
	b) Uitzonderlijke lasten	
3)	a) Resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten (2 + a - b)	
	b) Overgedragen resultaat van het vorig dienstjaar	
4)	Resultaat vóór bestemming (3a + 3b)	
	Bestemmingen voor reserves (dotaties - bestedingen - terugnemingen)	
5)	Resultaat na bestemming (4 - bestemmingen)	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCIÓN

INSTELLING :		
DIENSTJAAR : REKENINGEN VOOR ORDE		
		Reke- ningen
A.	OPBRENGSTEN	
1)	Giften en legaten met een speciale bestemming	
2)	Opbrengsten die niet specifiek in een andere Sectie zijn opgenomen	
3)		
4)		
5)	Opbrengsten uit overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)	
Totaal opbrengsten (1 tot 5)		
B.	KOSTEN	
1)	Besteding van de giften en legaten	
2)	Besteding van de opbrengsten die niet specifiek in een andere Sectie zijn opgenomen	
3)		
4)		
5)	Afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële, materiële vaste activa)	
6)	Waardeverminderingen (commerciële schuldvorderingen) (dotaties - terugnemingen)	
7)	Voorzieningen voor risico's en lasten (dotaties - bestedingen - terugnemingen)	
8)	Kosten voor overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)	
Totaal kosten (1 tot 8)		
C.	RESULTAAT	
1)	Exploitatieresultaat van het dienstjaar (Inkomsten 1 tot 5 — kosten 1 tot 8)	
	Opbrengsten en financiële lasten	
	a) Financiële opbrengsten	
	b) Financiële lasten	
2)	Resultaat van het dienstjaar na opbrengst en financiële lasten (1 + a - b)	
	Uitzonderlijke opbrengsten en lasten	
	a) Uitzonderlijke opbrengsten	
	b) Uitzonderlijke lasten	
3)	a) Resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten (2 + a - b)	
	b) Overgedragen resultaat van het vorig dienstjaar	
4)	Resultaat vóór bestemming (3a + 3b)	
	Bestemmingen voor reserves met een speciale bestemming (dotaties - bestedingen - terugnemingen)	
5)	Resultaat na bestemming (4 - bestemmingen)	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

INSTELLING :				
DIENSTJAAR : BEGROTING EN REKENINGEN VOOR INVESTERINGEN ONROERENDE GOEDEREN (Gebouwen bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur)				
		Oorspronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
A.	OPBRENGSTEN			
1)	Toelagen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor bouwwerken a) Decreet van 15/10/1991 en besluit Executieve van 18/11/1991 b) Andere			
2)	Toelagen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor groot onderhoud a) Decreet van 15/10/1991 en besluiten Executieve van 18/10/1991 en 18/11/1991 b) art. 29, § 3 en 45 wet 27/07/1971 c) Andere			
3)	Kapitaaltoelagen Toelagen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor bouwwerken a) Decreet van 15/10/1991 en besluit Executieve van 18/11/1991 b) Andere Toelagen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor groot onderhoud a) Decreet van 15/10/1991 en besluiten Executieve van 18/10/1991 en 18/11/1991 b) art. 29, § 3 en 45 wet 27/07/1971 c) Andere			
4)	Andere opbrengsten			
5)	Opbrengsten uit overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
Totaal opbrengsten (1 tot 5)				
B.	KOSTEN			
1)	Niet afgeschreven kosten voor bouwwerken			
2)	Niet afgeschreven kosten voor groot onderhoud			
3)				
4)	Andere kosten			
5)	Afschrijvingen en waardeverminderingen (vaste activa) a) Bouwwerken b) Groot onderhoud			
6)	Waardeverminderingen (commerciële schuldvorderingen) (dotaties - terugnemingen)			
7)	Voorzieningen voor risico's en lasten (dotaties - bestedingen - terugnemingen) a) Bouwwerken b) Groot onderhoud			
8)	Kosten voor overdrachten (andere begrotingen of rekeningen)			
Totaal kosten (1 tot 8)				

	Oorspronkelijke begroting	Aangepaste begroting	Rekeningen
C. RESULTAAT			
1) Exploitatieresultaat van het dienstjaar (Inkomsten 1 tot 5 - kosten 1 tot 8)			
Opbrengsten en financiële lasten			
<i>a)</i> Financiële opbrengsten			
<i>b)</i> Financiële lasten			
2) Resultaat van het dienstjaar na opbrengsten en financiële lasten (1 + a - b)			
Uitzonderlijke opbrengsten en lasten			
<i>a)</i> Uitzonderlijke opbrengsten			
<i>b)</i> Uitzonderlijke lasten			
3) a) Resultaat van het dienstjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten (2 + a - b)			
b) Overgedragen resultaat van het vorig dienstjaar			
4) Resultaat vóór bestemming (3a + 3b)			
Bestemmingen voor reserves met een speciale bestemming (dotaties - bestedingen - terugnemingen)			
<i>a)</i> Bouwwerken			
<i>b)</i> Groot onderhoud			
5) Resultaat na bestemming (4 - bestemmingen)			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION

INSTELLING : DIENSTJAAR : BALANS (Rekeningen van de gewone lasten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur, sociale rekeningen, rekeningen voor patrimonium zonder bestemming, voor bijzondere programma's voor het onderzoek en prestaties voor derden, voor orde en investeringen onroerende goederen)	
ACTIEF	
VASTLIGGENDE ACTIVA	
I. Kosten voor de instelling	.....
II. Immateriële vaste activa	.....
III. Materiële vaste activa	.....
A. Gronden	.....
Bouwwerken	.....
bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur	.....
bestemd voor sociale doeleinden	.....
bestemd voor andere doeleinden	.....
B. Installaties, machines en werktgereedschap	.....
C. Meubilair en rollend materieel	.....
D. Vaste activa in het kader van een contract van huur- financiering en gelijksoortige rechten	.....
E. Andere vaste activa	.....
F. Lopende vaste activa en gestorte voorschotten	.....
IV. Financiële vaste activa	.....
A & B. Verbonden ondernemingen of ondernemingen waarmee er een participatieband bestaat	.....
Participaties	.....
Schuldvorderingen	.....
C. Andere financiële vaste activa	.....
Acties en aandelen	.....
Schuldvorderingen en borgsom in specie	.....
ACTIVA IN OMLOOP	
V. Schuldvorderingen op langer dan één jaar	.....
A. Commerciële schuldvorderingen	.....
B. Andere schuldvorderingen	.....
VI. Voorraden	.....
VII. Schuldvorderingen op ten hoogste één jaar	.....
A. Commerciële schuldvorderingen	.....
B. Andere schuldvorderingen	.....
VIII. Thesauriebeleggingen	.....
IX. Beschikbare waarden	.....
X. Regularisatierekeringen	.....
TOTAAL VAN HET ACTIEF	.....
PASSIEF	
EIGEN GELDEN	
I. Kapitaal	.....
III. Meerwaarden na herwaardering	.....
Meerwaarden na herwaardering op vaste activa	.....
Meerwaarden na herwaardering op financiële vaste activa	.....
Terugnemingen van waardevermindering op thesauriebeleggingen	.....
IV. Reserves	.....
V. Overgedragen winst (overgedragen verlies)	.....
VI. Kapitaaltoelagen	.....

Balans

Pagina 12

UITGESTELDE VOORZIENINGEN EN BELASTINGEN		
VII.	Voorzieningen voor risico's en lasten	.....
A.	Voorzieningen voor risico's en lasten	.....
	Pensioenen en gelijksoortige verplichtingen	.....
	Fiscale lasten	.....
	Grote herstellingen en groot onderhoud	.....
	Andere risico's en lasten	.....
B.	Uitgestelde belastingen	.....
SCHULDEN		
VIII.	Schulden op langer dan één jaar	.....
A.	Financiële schulden	.....
	Leasing-schulden en gelijkgestelde	.....
	Kredietinstellingen	.....
	Andere leningen	.....
B.	Commerciële schulden	.....
C.	Ontvangen voorschotten	.....
D.	Andere schulden op langer dan één jaar	.....
IX.	Schulden op ten hoogste één jaar	.....
A.	Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen	.....
B.	Financiële schulden	.....
	Kredietinstellingen	.....
	Andere leningen	.....
C.	Commerciële schulden	.....
D.	Ontvangen voorschotten	.....
E.	Fiscale, loon- en sociale schulden	.....
	Belastingen en taksen	.....
	Bezoldigingen en sociale lasten	.....
F.	Andere schulden op ten hoogste één jaar	.....
X.	Regularisatierekeningen	.....
TOTAAL VAN HET PASSIEF		.....

Details van de Balans van de rekeningen	van de gewone lasten	sociale	van PZB	van de BOP's en de PVD's			voor orde	Invest. onro- rend. Goed. (*)
				Fr. Gem.	Waals Gew.	andere		
Reserves met een speciale bestemming								
Kapitaaltoelagen								
Voorzieningen								

(*) met nadere bepaling van bouwwerken en groot onderhoud

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCIEN

Instelling :
 Begroting (of Rekeningen) van het dienstjaar

NADERE BEPALING VAN DE VERRICHTINGEN UITGEVOERD BETREFFENDE DE AFSCHRIJVINGEN, DE WAARDEVERMINDERINGEN DE VOORZIENINGEN, DE RESERVES						
	van de gewone lasten	sociale	Patrimonium zonder bestemming	Bijz. Progr. voor ond. en prest. voor der- den	voor orde	van invest. Onroer. goed.
Lasten						
Dotaties voor de afschrijvingen en de waardeverminderingen (immateriële, materiële vaste activa)						(*1)
Waardeverminderingen (commerciële schuldvorderingen)						(*2)
Dotaties (+)						
Terugnemingen (-)						
Voorzieningen voor risico's en lasten						
Dotaties (+)						
Bestedingen (-)						
Terugnemingen (-)						
Financiële lasten						
Waardeverminderingen (andere schuldvorderingen dan commerciële, thesauriebeleggingen, beschikbare waarden)						
Dotaties (+)						
Terugnemingen (-)						
Uitzonderlijke opbrengsten						
Terugnemingen van afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële en materiële vaste activa)						
Terugnemingen van waardeverminderingen op financiële vaste activa						
Andere uitzonderlijke opbrengsten						(*3)

Uitzonderlijke lasten							
Uitzonderlijke dotaties voor de afschrijvingen en waardeverminderingen (immateriële en materiële vaste activa)							(*4)
Dotaties voor waardeverminderingen op financiële vaste activa							
Andere uitzonderlijke lasten							(*5)
Reserves met een speciale bestemming							
Dotaties (+)							
Bestedingen (-)							
Terugnemingen (-)							

(*1) en	Dotaties voor afschrijvingen op oprichtingskosten voor	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*2) et	Dotaties waardeverminderingen op stocks voor	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*3) dont	Andere uitzonderlijke opbrengsten (toelagen Franse Gemeenschap vorige boekjaren)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Andere uitzonderlijke opbrengsten (subsidies Ontwikkelingssamenwerking vorige boekjaren)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*4) et	Uitzonderlijke dotaties voor afschrijvingen op oprichtingskosten voor	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(*5) dont	Andere uitzonderlijke lasten (toelagen Franse Gemeenschap vorige boekjaren)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Andere uitzonderlijke lasten (subsidies Ontwikkelingssamenwerking vorige boekjaren)	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION

INSTELLING						
DIENSTJAAR : TOESTAND VAN DE MATERIELE VASTE ACTIVA						
(Gronden en gebouwen, installaties, machines en werktgereedschap, meubilair en rollend materieel)						
Balans van de rekeningen	van de gewone lasten	sociale	Patr. zonder bestemming	Bijz. Progr. voor ond. en prest. voor derden	voor orde	van invest. onroer. goed.
a) Aankoopwaarde						
1) Op het einde van vorig dienstjaar
2) Veranderingen tijdens het dienstjaar (aankopen)
3) Op het einde van het dienstjaar (1 + 2)
b) Meerwaarden						
1) Op het einde van vorig dienstjaar
2) Veranderingen tijdens het dienstjaar (geacteerde meerwaarden)
3) Op het einde van het dienstjaar (1 + 2)
c) Afschrijvingen en waardeverminderingen						
1) Op het einde van vorig dienstjaar
2) Veranderingen tijdens het dienstjaar (afschrijvingen en geacteerde waardevermind.)
3) Op het einde van het dienstjaar (1 + 2)
d) Boekhoudkundige waarde op het einde van het dienstjaar (a + b - c)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,
W. ANCION

BIJLAGE

INSTELLING :

DIENSTJAAR : PERSONEELSFORMATIE EN PERSONEELSBEZETTING
(in eenheden voltijdse arbeid)

I. PERSONEEL TEN LASTE VAN DE BEGROTING EN DE REKENINGEN VOOR DE GEWONE LASTEN			
		TOTAAL	
		Begroting personeelsformatie	Rekeningen personeelsbezetting
	A. ACADEMIEPERSONEEL		
	1. DEFINITIEF (Rangschikking per graad)	.....	.....
	2. TIJDELIJK	.....	.....
	SUB-TOTAAL ACADEMIEPERSONEEL	.....	.....
	B. WETENSCHAPPELIJK PERSONEEL		
	1. DEFINITIEF (Rangschikking per graad)	.....	.....
	2. TIJDELIJK (Rangschikking per graad)	.....	.....
	SUB-TOTAAL WETENSCHAPPELIJK PERSONEEL	.....	.....
	ALGEMEEN TOTAAL begeleidingspersoneel (A+B)	.....	.....
	C. ADMINISTRATIEF EN TECHNISCH PERSONEEL		
	1. BESTUURSPERONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	2. ADMINISTRATIEF PERSONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	3. PERSONEEL VERBONDEN AAN HET ONDERZOEK (Rangschikking per graad)	.....	.....
	4. BEHEERSPERSONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	5. GESPECIALISEERD PERSONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	6. INFORMATICA-PERONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	7. SOCIAAL PERSONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	8. PARAMEDISCH PERSONEEL (Rangschikking per graad)	.....	.....
	ALGEMEEN TOTAAL administratief en technisch personeel (C1 tot C8)	.....	.....
	ALGEMEEN TOTAAL personeel ten laste van de begroting en rekeningen voor de gewone lasten (A+B+C)	.....	.....

II. PERSONEEL TEN LASTE VAN DE ANDERE BEGROTINGEN EN REKENINGEN			
	A. BEGROTING EN SOCIALE REKENINGEN		
	Administratief en technisch personeel	.....	.....
	B. BEGROTING EN REKENINGEN VAN HET PATRIMONIUM ZONDER BESTEMMING		
	Academiëpersoneel	.....	.....
	Wetenschappelijk personeel	.....	.....
	Administratief en technisch personeel	.....	.....
	SUB-TOTAAL personeel ten laste van het patrimonium zonder bestemming	.....	.....
	C. REKENINGEN VAN DE BIJZONDERE PROGRAMMA'S VOOR ONDERZOEK EN PRESTATIES VOOR DERDEN		
	Academiëpersoneel		.....
	Wetenschappelijk personeel		.....
	Vorsers		.....
	(Rangschikking per graad)		.....
	Administratief en technisch personeel		.....
	SUB-TOTAAL personeel ten laste van de bijzondere programma's voor onderzoek en prestaties voor derden		.....
III. ALGEMEEN TOTAAL (I + II)		.....	.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION

BIJLAGE II

Minimumindeling van een rekeningenstelsel

De volgende rekeningennummers worden aangevuld met de letters :

- a voor de rekeningen van de gewone lasten voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur
- b voor de sociale rekeningen
- c voor de rekeningen van het patrimonium zonder bestemming
- d voor de rekeningen van de bijzondere programma's voor onderzoek en prestaties voor derden
- e voor de rekeningen voor orde
- f voor de rekeningen van investeringen onroerende goederen
- g voor de rekeningen gemeenschappelijk voor verschillende secties

Klasse 0 Rechten en verbintenissen (buiten balans)

- 00 - Waarborgen verzameld door derden voor rekening van de instelling
- 01 - Waarborgen verzameld voor rekening van derden
- 02 - Werkelijke waarborgen gevormd op eigen vermogen
- 03 - Bekomen waarborgen
- 04 - Goederen en waarden in het bezit van derden op hun naam maar op risico's en voor het profijt van de instelling
- 05 - Vastleggingen voor aankoop en afstand van vaste activa
- 06 - Termijnmarkt
- 07 - Goederen en waarden van derden in het bezit van de instelling
- 09 - Allerlei rechten en verbintenissen

Klasse 1 Eigen vermogen, voorzieningen voor risico's en lasten en schulden op langer dan een jaar

- 10 Kapitaal
- 11 Uitgiftepremies
- 12 Meerwaarden na herwaardering
- 13 Reserves
(waaronder 133 « reserves met een speciale bestemming » onderverdeeld in 1330,1331,1332...volgens de bestemming)
- 14 Overgedragen winst (of 141 overgedragen verlies (-))
- 15 Subsidies in kapitaal
- 16 Voorzieningen en uitgestelde belastingen
- 17 Schulden op langer dan een jaar

Klasse 2 Oprichtingskosten, vastliggende activa en schuldvorderingen op langer dan een jaar

- 20 Oprichtingskosten
- 21 Immateriële vaste activa
- 22 Gronden en gebouwen
(waaronder 221 « Gebouwen » onderverdeeld in
2210 « bestemd voor het onderwijs, het onderzoek en het bestuur »
2211 « bestemd voor sociale doeleinden »
2212 « bestemd voor andere doeleinden »)
- 23 Installaties, machines en werkgereedschap
- 24 Meubilair en rollend materieel
- 25 Vaste activa in het kader van een contract van huur-financiering en gelijksoortige rechten
- 26 Andere vaste activa
- 27 Lopende vaste activa en gestorte voorschotten
- 28 Financiële vaste activa
- 29 Schuldvorderingen op langer dan een jaar

Klasse 3 Stocks en bestellingen in uitvoering

- 30 Aanvoer - grondstoffen
- 31 Aanvoer - Goederen
- 32 In bewerking
- 33 Afgewerkte producten
- 34 Goederen

- 35 Gebouwen bestemd voor de verkoop
- 36 Gestorte vooruitbetalingen op aankopen voor stocks
- 37 Bestellingen in uitvoering

Klasse 4 Schuldvorderingen en schulden op ten hoogste een jaar

- 40 Commerciële schuldvorderingen
- 41 Andere schuldvorderingen
- 42 Schulden op langer dan een jaar die in het jaar verstrijken
- 43 Financiële schulden
- 44 Commerciële schulden
- 45 Fiscale, loon- en sociale schulden
- 46 Ontvangen voorscotten
- 47 Schulden voortvloeiend uit de bestemming van het resultaat
- 48 Allerlei schulden
- 49 Regularisatierekeningen en wachtrekeningen

Klasse 5 Thesauriebeleggingen en beschikbare waarden

- 50 Eigen acties
- 51 Acties en aandelen
- 52 Titels met vast inkomen
- 53 Deposito's op termijn
- 54 Waarden vervallen bij de inning
- 55 Kredietinstellingen
- 56 Postcheckdienst
- 57 Kas
- 58 Interne overschrijvingen

Klasse 6 Lasten

- 60 Aanvoer en goederen
- 61 Allerlei diensten en goederen
- 62 Bezoldigingen/Sociale lasten/Pensioenen
- 63 Afschrijvingen/Waardeverminderingen/ Voorzieningen voor risico's en lasten
- 64 Andere exploitatiekosten
 - (waaronder 644 « Overdrachtlasten (andere begrotingen of rekeningen) »
 - (waaronder 645 « Overdrachtlasten (andere instellingen) »)
- 65 Financiële lasten
- 66 Uitzonderlijke lasten
- 67 Belastingen op het resultaat
- 68 Overdrachten naar de uitgestelde belastingen en geïmmuniseerde reserves
- 69 Bestemmingen en opvragingen

Klasse 7 Opbrengsten

- 70 Opbrengsten verbonden aan het onderwijs, het onderzoek en het bestuur
 - 700 Toelagen/Subsidies/Inschrijvingsrechten
 - 7000 Ministerie van de Franse Gemeenschap
 - 70000 Toelagen (Art. 27, 28, 29, 29bis, 30, 31, 32, 48quater Wet 71)
 - 70001 Aanvullingen art. 34 Wet 71
 - 70002 Sociale subsidies Wet 60
 - 70003 Subsidies bouwwerken
 - 700030 Subsidies bouwwerken (decreet 15 : 10/91/ B.E 18/11/91)
 - 70004 Toelagen groot onderhoud
 - 700040 Toelagen groot onderhoud (decreet 15/10/91, B.E. 18/10 en 11/91)
 - 700041 Toelagen groot onderhoud (art.29; § 3 en 45 wet 71)
 - 7001 Inschrijvingsrechten en examengeld
 - 70010 Inschrijvingsrechten (art.39 Wet 71)
 - 70011 Aanvullende inschrijvingsrechten (art. 27, § 4 Wet 71)

- 70012 Examengeld
- 701 Contracten voor onderzoek/Prestaties voor derden
 - 7010 Internationale overheidsopbrengsten
 - 70100 Europese overheidsopbrengsten
 - 70101 Andere overheidsopbrengsten
 - 7011 Belgische overheidsopbrengsten
 - 70110 federale
 - 701100 Wetenschappelijk beleid (WTCD)
 - 701101 Ontwikkelingssamenwerking
 - 701102 Landbouw
 - 701103 Economische Zaken
 - 701104 Volksgezondheid
 - 701105 Andere
 - 70111 gemeenschap en gewest
 - 701110 Franse Gemeenschap
 - 7011100 NFWO - Wettelijke toelage
 - 7011101 NFWO Groeiplan
 - 7011102 FGWO
 - 7011103 UIKW
 - 7011104 FOLN
 - 7011105 OAO
 - 7011106 FCFO vorsers
 - 7011107 FCFO IM
 - 7011108 BFO
 - 7011109 Andere
 - 701111 Franse Gemeenschapscommissie
 - 701112 Waals Gewest
 - 7011120 Steun aan de universiteiten
 - 7011121 Programma's «FIRST»
 - 7011122 onderaanbestedingen van de universiteiten in het kader van overeenkomsten Gewest/ondernemingen
 - 7011123 Andere
 - 701113 Brussels Gewest
 - 701114 Andere
 - 70112 provincies en gemeenten
 - 70113 Andere
- 702 Eigen inkomsten/ mecenaten
- 71 Variatie van de stocks en de bestellingen in uitvoering
- 72 Geïmmobiliseerde productie
- 74 Andere exploitatieopbrengsten
(waaronder 744 « Overdrachtopbrengsten (andere begrotingen of rekeningen) »)
(waaronder 745 « Overdrachtopbrengsten (andere instellingen) »)
- 75 Financiële opbrengsten
- 76 Uitzonderlijke opbrengsten
- 79 Bestemmingen en opvragingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1999 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION